



SOMMAIRE

	Page
Point 22 de l'ordre du jour :	
La situation au Moyen-Orient (suite)	1

Président : M. Adam MALIK (Indonésie).

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation au Moyen-Orient (suite)

1. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Un projet de résolution sur la question a été déposé sous la cote A/L.650.

2. M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*traduction du russe*] : Quatre ans et demi se sont écoulés depuis qu'Israël a déclenché une agression armée contre trois Etats arabes — l'Egypte, la Syrie et la Jordanie — et occupé une partie appréciable de leurs territoires. En conséquence, le Moyen-Orient est devenu un foyer de guerre et de tension qui maintenant encore menace de provoquer de graves complications internationales.

3. Quelle est la cause essentielle de la crise du Proche-Orient ? Pourquoi en quatre ans et demi n'a-t-on pu trouver de solution au conflit armé ? Il est peu probable que quelqu'un ait des doutes ou des incertitudes à ce propos. La raison profonde de la situation dangereuse qui règne au Proche-Orient est la politique d'agression impérialiste qu'Israël poursuit obstinément à l'égard des Etats arabes, refusant de retirer ses troupes des territoires occupés, en dépit des demandes du Conseil de sécurité, organe de l'ONU principalement chargé du maintien de la paix et de la sécurité.

4. Quatre ans se sont déjà écoulés depuis que le Conseil a adopté la résolution 242 (1967) relative à un règlement pacifique dans cette région et au retrait des troupes israéliennes des territoires arabes occupés ; cependant, Israël sabote les uns après les autres, obstinément et systématiquement, tous les efforts internationaux destinés à favoriser un règlement pacifique. En même temps, il a assimilé et colonisé si manifestement et si rapidement les terres arabes occupées qu'il a parfaitement révélé au monde ses aspirations annexionnistes et expansionnistes et son désir illégal de s'approprier des terres qui ne lui appartiennent pas. Aujourd'hui, personne ne croit plus Israël quand il affirme que c'est parce qu'il défend son existence et sa sécurité que la crise subsiste au Proche-Orient. Les dirigeants israéliens et les organes de propagande sioniste disséminés dans le monde entier ont essayé, en diffusant

cette légende, de masquer les véritables objectifs de l'attaque pirate qu'Israël a effectuée contre les pays arabes en 1967. Ce mythe est aujourd'hui définitivement et complètement démasqué et dissipé. Le monde entier sait parfaitement que la politique d'Israël ne consiste pas à assurer sa sécurité, mais à perpétrer des agressions impérialistes et à agir arbitrairement dans les affaires internationales, avec la coopération et la protection actives de l'impérialisme et du sionisme. Ce n'est pas son "existence" qu'Israël défend en s'efforçant d'imposer aux Etats arabes des conditions léonines sous prétexte "d'instaurer la paix".

5. Il est évident qu'Israël cherche à étendre son territoire aux dépens des pays et des peuples arabes voisins, qu'il aspire à annexer et à occuper des terres étrangères et qu'il élude systématiquement la solution de la question du retrait de ses troupes des territoires étrangers.

6. La carte géographique de l'expansion israélienne que le Ministre des affaires étrangères de l'Egypte, M. Riad, a présentée à l'Assemblée générale [1999^{ème} séance] confirme cette politique de pillage.

7. La question qui se trouve actuellement au centre des événements du Proche-Orient est celle-ci : les droits légitimes des Etats arabes et de leurs peuples, qui subissent l'agression impérialiste d'Israël, seront-ils respectés ? Les terres qui leur ont été arrachées par la force leur seront-elles restituées pacifiquement, ou l'agresseur continuera-t-il à jouer avec le feu en refusant de retirer ses troupes et de s'engager dans la voie d'un règlement pacifique ?

8. Après plus de quatre ans d'efforts internationaux consacrés à rechercher des moyens de parvenir à un règlement politique pacifique au Proche-Orient, il apparaît que, entre toutes les questions importantes qui rendent la crise si complexe, il en est une qu'il faut résoudre de façon équitable, positive et rapide si l'on veut rétablir la paix dans la région : c'est la question de la restitution aux Arabes des terres qui leur ont été enlevées et celle du retrait des troupes israéliennes des territoires occupés en juin 1967.

9. Telle est la situation réelle au Proche-Orient et telle est la clef d'un règlement dans cette région.

10. L'Organisation des Nations Unies a adopté à ce sujet une position claire et nette. Dans de nombreuses résolutions, elle a proclamé que le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre est un principe fondamental des relations internationales.

11. Cette position ferme et dépourvue d'ambiguïté se reflète dans la résolution bien connue 242 (1967) du Conseil de sécurité, relative à un règlement pacifique au

Proche-Orient, dans laquelle le Conseil, en premier lieu, demande que les troupes israéliennes soient retirées des territoires arabes occupés en juin 1967.

12. Cette même position de principe adoptée par l'Organisation des Nations Unies a été confirmée dans deux résolutions ultérieures de l'Assemblée générale, la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale [résolution 2734 (XXV)] et la résolution 2628 (XXV) sur la situation au Proche-Orient, adoptées l'année dernière à la vingt-cinquième session commémorative.

13. Manifestement, le refus obstiné d'Israël de retirer ses troupes des territoires arabes signifie tout simplement qu'Israël poursuit son agression et n'entend pas conclure un accord de paix avec les Etats arabes.

14. Il est grand temps que le Ministre des affaires étrangères d'Israël et ceux dont il a reçu pour instruction d'exposer des conceptions annexionnistes à la tribune de l'Assemblée générale comprennent qu'un accord de paix entre Israël et les Etats arabes ne peut être qu'un accord sans annexion, sans acquisition et sans occupation territoriale, un accord prévoyant le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes jusqu'aux lignes du 5 juin 1967.

15. Quelle est l'attitude d'Israël envers les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale ?

16. Les faits sont connus de tous. Depuis quatre ans déjà Israël sabote systématiquement ces résolutions. Il bafoue ouvertement le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre. Obstinement, au mépris des résolutions du Conseil et de l'Assemblée, il continue d'occuper illégalement les territoires arabes et essaie par tous les moyens de justifier ses prétentions annexionnistes.

17. Les plans d'Israël visant à s'emparer des terres arabes et à se les approprier illégalement ont été à maintes reprises dévoilés à l'Assemblée générale. Ils ont de nouveau été révélés de façon claire et convaincante à la présente session, lors de l'intervention de M. Riad, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères d'Egypte.

18. Il est évident qu'Israël et ceux qui le protègent espèrent que la politique de force, de brigandage international et d'agression triomphera et que les Etats arabes, victimes de l'agression, capituleront devant les agresseurs israéliens, tandis que la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies s'accommoderont de ces actes impérialistes, illégaux et arbitraires au Proche-Orient.

19. Maintenant, tout le monde comprend aussi autre chose. Israël, avec l'aide des Etats-Unis, a paralysé la mission Jarring, qui, conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, a pour but de favoriser un règlement pacifique politique au Proche-Orient sur la base des principes contenus dans ladite résolution et, avant tout, d'assurer le retrait des troupes et le rétablissement de la paix. Poursuivant leur politique, qui consiste à couvrir et en fait à justifier et à encourager l'agression israélienne, les Etats-Unis ont non seulement paralysé la mission Jarring, mais ont entravé les consultations entre les membres

permanents du Conseil de sécurité sur la question du Proche-Orient. Vu la position qu'ils ont adoptée depuis plus de deux ans au cours de ces consultations, il s'est révélé impossible de prendre la moindre décision concertée. Tout le monde sait maintenant qu'il en est ainsi après les articles écrits par M. Yost, ancien représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies. Il y a trois mois, l'actuel représentant des Etats-Unis, M. Bush, a même refusé d'accepter qu'on fixe la date de la prochaine consultation. Depuis près d'un mois maintenant, en dépit des vigoureux efforts déployés par M. Kosciuszko-Morizet, le représentant de la France, qui doit présider la prochaine réunion, le représentant des Etats-Unis refuse de donner son accord.

20. Nous considérons que ces consultations entre les membres permanents du Conseil de sécurité sur la question du Proche-Orient offrent l'un des moyens les plus sûrs d'aider M. Jarring à accomplir sa noble mission et à exercer une influence sur l'agresseur présomptueux et déchaîné. Nous pensons que si chaque membre permanent du Conseil de sécurité, conscient de ses responsabilités et de son devoir envers l'Organisation des Nations Unies, adoptait une attitude objective et sans parti pris pro-israélien, ces consultations pourraient accélérer notablement un règlement au Proche-Orient. Malheureusement, à l'heure actuelle, les circonstances sont extrêmement peu favorables.

21. L'un des membres permanents du Conseil de sécurité a commencé par bloquer les consultations sur le Proche-Orient, et maintenant il s'oppose à ce qu'elles reprennent et se poursuivent. Un autre membre permanent a refusé d'y participer. Nous ne savons pas s'ils se sont mis d'accord ou non. Cependant, il est parfaitement évident que deux membres permanents, deux grandes puissances, refusent de collaborer à une action commune des membres permanents du Conseil de sécurité en vue d'aider la mission Jarring, laquelle est appuyée par la majorité écrasante des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, comme le prouvent les résolutions adoptées à l'Organisation. On sait ainsi quelles sont les deux grandes puissances qui ne veulent pas favoriser un règlement pacifique au Proche-Orient et qui, de ce fait, volontairement ou non, aident Israël à saboter et à différer ce règlement. En conséquence, la formule "une ou deux superpuissances" est inapplicable; c'est un non-sens et elle est dénuée de tout fondement. La bonne formule serait en l'occurrence : "deux grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité" empêchent un règlement pacifique et par là même contribuent à prolonger l'agression israélienne et l'occupation des terres arabes par Israël.

22. Telle est la réalité actuelle.

23. Visiblement, les dirigeants d'Israël et ceux qui les soutiennent pensent que, si pendant quatre ans et demi ils ont pu conserver les terres arabes occupées et défier la volonté et l'opinion de toute la communauté internationale, cette situation peut se maintenir indéfiniment et impunément. Cependant, les calculs des aventuriers israéliens non seulement sont faux et naïfs, mais ils sont dangereux, surtout pour Israël. Il faut être politiquement inconscient pour ne pas voir qu'en dehors du règlement pacifique au Proche-Orient il n'y a qu'une seule solution, lourde de danger pour le peuple israélien lui-même.

24. Plus on mettra de temps pour parvenir à un règlement politique au Proche-Orient, plus grande sera l'indignation de la communauté internationale, plus grande sera la haine des Arabes envers l'agresseur et ses protecteurs et plus grand sera le tort que les dirigeants israéliens feront à leur peuple et à leur pays.

25. Mus par les plans délirants des sionistes qui rêvent de créer "le grand Israël", les dirigeants de Tel-Aviv mènent envers le peuple palestinien et la population des territoires arabes occupés une politique raciste d'*apartheid* et d'oppression, et ils chassent les habitants arabes de leurs foyers pour y installer des colons juifs. C'est là une manifestation concrète de la théorie aberrante, criminelle, fasciste et raciste du "peuple élu".

26. Israël, Etat sioniste, suit la politique et les pratiques des racistes d'Afrique du Sud et les transpose au Proche-Orient. De là découle l'étroite amitié et la compréhension mutuelle entre les racistes israéliens et les racistes sud-africains.

27. A maintes reprises, avec une profonde indignation, les pays arabes et d'autres Etats d'Asie et d'Afrique ainsi que de nombreuses organisations internationales ont résolument condamné ces procédés et signalé les actes arbitraires des envahisseurs israéliens dans les territoires occupés, les persécutions cruelles auxquelles est en butte la population arabe et les violations de ses droits élémentaires.

28. Les vandales israéliens de la seconde moitié du XXème siècle anéantissent les foyers arabes à Jérusalem et dans les autres villes arabes de la Palestine occupée et détruisent sauvagement des monuments uniques et sans prix de la culture arabe. Manifestement, c'est là du racisme. Chasser la population de la Palestine arabe et de la Jérusalem arabe de sa patrie, anéantir la culture arabe, imposer par la force sa propre culture, ses conceptions et ses théories racistes délirantes, s'approprier par le pillage les terres et les biens appartenant aux Arabes, tous ces actes commis par Israël sont des crimes internationaux et sont en même temps des violations flagrantes de la quatrième Convention de Genève de 1949 et de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé signée à La Haye le 14 mai 1954.

29. Pour réaliser ses plans annexionnistes, Israël prend systématiquement des mesures destinées à modifier la composition ethnique et démographique de la population des territoires arabes qu'il a occupés. Par la violence et la terreur, par la réinstallation forcée et la déportation massive d'Arabes, les envahisseurs s'efforcent de faire de la partie occupée de la Palestine arabe un espace vital pour les colons juifs.

30. Il n'est pas superflu de rappeler à ce propos que de tels actes ont été condamnés de la façon la plus sévère par le Tribunal militaire international de Nuremberg, qui a jugé en 1945 et 1946 les criminels de guerre fascistes.

31. Plus on retarde un règlement de propos délibéré, plus se manifeste le rôle peu glorieux que jouent le sionisme international et américain et son idéologie fasciste du "peuple élu", et le rôle de ceux qui soutiennent le sionisme militant et ultra-chauvin avec sa haine de l'humanité.

32. Le sionisme agressif est une arme de l'impérialisme contemporain. Il représente actuellement la même menace pour la paix qu'autrefois la politique aventurière d'agression du fascisme et son idéologie raciste qui haïssait l'humanité. Le sionisme militant qui propage l'idéologie raciste du peuple élu et le fanatisme national chauvin a des racines profondes et s'efforce de consolider sa position dans de nombreux pays occidentaux et en particulier aux Etats-Unis, où il existe des groupes de pression sionistes très influents et où les sionistes les plus fanatiques constituent une espèce de "cinquième colonne" ou même des groupes qui ressemblent quelque peu aux anciennes sections d'assaut SS. Il n'est pas difficile de voir que la fraction la plus agressive du sionisme militant, avec ses méthodes de terreur, ses bombes, ses tirs d'armes de gros calibre dirigés sur les fenêtres des missions étrangères auprès de l'Organisation des Nations Unies et ses actes de subversion, représente une grave menace au développement normal des relations internationales.

33. Les débats que l'Assemblée générale consacre à la situation au Proche-Orient se déroulent dans des conditions critiques. L'évolution des événements — dans le sens de la paix ou dans le sens contraire — dépend maintenant en grande partie de l'influence que l'Assemblée générale exercera sur Israël pour qu'il cesse sa politique d'obstruction et mette en oeuvre la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, laquelle, pour l'information d'un orateur qui est intervenu lors de la précédente séance, a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité et confirmée par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session. Je ne pense pas qu'il faille perdre du temps à réfuter toutes les allusions calomnieuses et antisoviétiques qu'a faites cet orateur.

34. L'Assemblée générale peut-elle contribuer utilement à un règlement au Proche-Orient et exercer l'influence voulue sur Israël ? Certainement, à condition de montrer qu'elle est décidée à freiner l'agresseur présomptueux et déchaîné. Mais cela ne suffit pas. Il faut qu'elle s'efforce de ramener à la raison ceux qui aident Israël et qui l'encouragent ainsi à poursuivre son agression. Il convient de les isoler de nouveau sur le plan international comme cela s'est souvent produit à l'Organisation des Nations Unies.

35. Il y a un an, l'Assemblée générale a déjà fait un premier pas notable en ce sens. Lors de sa vingt-cinquième session, elle a exprimé sa volonté à une majorité écrasante, dans une résolution où elle condamne en fait Israël pour la façon dont il sabote le règlement pacifique au Proche-Orient. En adoptant cette résolution, elle a rejeté avec fermeté les tentatives faites par les Etats-Unis pour prendre la défense d'Israël et remplacer la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et la mission Jarring par une "diplomatie discrète" unilatérale et pro-israélienne. En conséquence, Israël et deux de ses amis, un grand et un petit, se sont trouvés politiquement isolés à l'Assemblée. En adoptant cette résolution, celle-ci l'a contraint à reprendre ses contacts avec M. Jarring.

36. Cependant, par la suite, s'appuyant sur l'aide militaire et sur le soutien politique des Etats-Unis, Tel-Aviv a de nouveau passé outre à cette résolution de l'Assemblée, a défié toute l'Organisation des Nations Unies et a saboté de la façon la plus flagrante l'initiative de M. Jarring.

37. Ces actes ont provoqué une indignation et une condamnation générales. Cependant, les Etats-Unis n'ont pas exercé d'influence positive sur Israël. Ils ont refusé de collaborer à l'action commune des autres Etats membres permanents du Conseil de sécurité en vue d'aider la mission Jarring et de garantir la mise en oeuvre de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Ils ont cessé de participer aux consultations sur le Proche-Orient. Ils se sont substitués unilatéralement à la mission Jarring et à ses initiatives, ce que nul ne leur demandait de faire. Ils ont évidemment subi un échec. A la suite de tous ces chassés-croisés de la politique et de la position des Etats-Unis, toute une année a encore été perdue. L'agresseur ne s'est pas retiré des territoires étrangers; la paix n'a pas été restaurée au Proche-Orient; l'initiative de M. Jarring concernant un règlement a été sapée. Les Etats-Unis ont à maintes reprises affirmé qu'ils étaient les seuls à pouvoir convaincre Israël de retirer ses troupes et de régler pacifiquement la question; d'après eux, ni le Conseil de sécurité, ni ses membres permanents ni, à plus forte raison, l'Assemblée générale et l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble ne pouvaient rien y faire. Seuls les Etats-Unis, grâce à leur "diplomatie discrète" unilatérale, pourraient trouver une solution. Des personnalités officielles des Etats-Unis ne cessent d'affirmer que les Etats-Unis sont opposés à ce que l'on impose les conditions d'un règlement à Israël. Or, cela est contraire à la résolution du Conseil de sécurité. Les décisions du Conseil sont obligatoires pour tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit, mais d'exécuter les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de son organe principal, le Conseil de sécurité.

38. Au cours de la dernière campagne en faveur de la "diplomatie discrète", autour de laquelle les Etats-Unis ont fait tant de battage, il s'est produit un phénomène inverse : sous la pression croissante des milieux sionistes, les Etats-Unis ont marqué un recul continu par rapport aux positions officielles qu'ils avaient annoncées à grand bruit.

39. En somme, c'est plutôt Israël qui impose ses conditions aux Etats-Unis depuis quatre ans.

40. Avec leurs manoeuvres diplomatiques communes et leurs louvoiements, Israël et les Etats-Unis ont paralysé la mission Jarring, entravé les consultations des membres permanents du Conseil de sécurité et, en fin de compte, retardé de façon inadmissible un règlement politique au Proche-Orient.

41. Ce n'est donc pas un hasard si de nombreux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies considèrent que, aux côtés d'Israël, ce sont en premier lieu les Etats-Unis qui sont responsables de l'impasse dans laquelle se trouve le règlement au Proche-Orient, responsables de la poursuite de l'occupation des territoires arabes par Israël, car ils encouragent l'agresseur en le protégeant et en lui accordant une aide économique et militaire.

42. Au cours des consultations entre les membres permanents du Conseil de sécurité, la délégation soviétique et une autre délégation ont critiqué cette action unilatérale des Etats-Unis. La délégation de l'URSS s'est résolument élevée contre le fait que les Etats-Unis se soient entremis, de leur

propre chef, dans la question du règlement au Proche-Orient et qu'ils aient eu recours à cette fin à la prétendue "diplomatie discrète" que nous qualifierions de "diplomatie secrète".

43. Nous avons souligné que la diplomatie secrète n'a jamais été respectée et n'a provoqué que méfiance, soupçon et condamnation. Nous estimons que par leur action les Etats-Unis montrent leur volonté de passer outre à la mission Jarring, à la résolution 242 (1967), aux consultations entre les membres permanents du Conseil de sécurité et au Conseil lui-même; ils veulent écarter les autres, prendre en main ce problème sous le couvert de la "diplomatie discrète" et imposer au Proche-Orient un règlement avantageux pour Israël.

44. Nous avons insisté de la façon la plus ferme et la plus résolue pour que se poursuivent les efforts de M. Jarring, pour que les consultations entre les membres permanents du Conseil de sécurité s'intensifient et pour que le Conseil et l'Assemblée participent activement à la recherche d'un règlement au Proche-Orient, sur la base de la mise en oeuvre des résolutions qu'ils ont adoptées.

45. Nous avons dit que l'intervention unilatérale et la "diplomatie discrète" des Etats-Unis échoueraient. Les événements ont confirmé la justesse de nos paroles et de nos pronostics. En l'espèce, on le sait, l'intervention des Etats-Unis au Proche-Orient s'est déroulée en trois étapes, successivement avec M. Rogers, MM. Bergus et Sterner et M. Sisco. Qu'en est-il advenu ? Du vent.

46. La "diplomatie discrète" unilatérale des Etats-Unis, qui n'était favorable qu'à Israël, a échoué. Elle a subi un fiasco complet. Il est temps de la laisser de côté et de revenir à la diplomatie ouverte et collective de l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire de recourir à la mission Jarring et à des consultations entre les membres permanents du Conseil de sécurité, avec la participation du Conseil et de l'Assemblée générale, en vue de parvenir à un règlement au Proche-Orient.

47. Que faut-il donc faire pour sortir de la dangereuse impasse actuelle ? Il faut immédiatement reprendre et poursuivre la mission Jarring, afin de mettre en oeuvre l'initiative prise le 8 février 1971 à propos des deux questions clefs du règlement, à savoir le retrait des troupes israéliennes et les conditions de paix.

48. Dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général a remarqué que

"M. Jarring a défini clairement les conditions minimales auxquelles il faudra satisfaire pour faire progresser les pourparlers de paix; il est difficile de voir ce qu'il peut faire de plus, jusque-là. Des mesures propres à assurer que ces conditions soient remplies doivent être prises par les parties intéressées et, à défaut, par le Conseil de sécurité lui-même ou par des Etats Membres des Nations Unies et particulièrement par les membres permanents du Conseil de sécurité, tant en raison de leurs responsabilités spéciales au sein de l'Organisation que de leur influence sur les parties intéressées." [A/8401/Add.1, par. 223.]

49. La délégation soviétique estime que cette attitude est réaliste, bien fondée et objective et qu'elle tient compte des

conditions qui existent à l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, il convient de rappeler qu'au cours des consultations entre les représentants des membres permanents du Conseil de sécurité est apparue la possibilité de se mettre d'accord sur la nécessité d'appuyer l'initiative prise par M. Jarring le 8 février, qui correspond entièrement à la résolution 242 (1967) du Conseil et au mandat de M. Jarring, de se féliciter de la position constructive et positive de l'Egypte, laquelle a répondu favorablement à l'initiative en question et à l'appel de M. Jarring, et enfin d'inciter Israël à donner à cet appel une réponse tout aussi favorable.

50. Cette opinion concertée des membres permanents du Conseil de sécurité a été portée à la connaissance du Président du Conseil et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, mais seulement sous forme orale. Pourquoi orale ? C'est très simple; c'est parce que la position négative de la délégation des Etats-Unis a empêché de formuler de façon définitive ces dispositions convenues et de les publier sous forme de communication concertée, de déclaration, de communiqué, etc. Visiblement, la crainte du sionisme a été la cause de cette position. Il va de soi qu'Israël en a profité. Il a rejeté l'initiative de M. Jarring concernant les deux questions clefs du règlement et il n'a pas donné de réponse favorable à son appel du 8 février 1971.

51. L'Assemblée générale doit en tirer les conclusions qui s'imposent. Elle doit contribuer à un règlement pacifique et rapide au Proche-Orient.

52. Pour parvenir à une solution, il convient de s'appuyer sur une base solide, à savoir la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité le 22 novembre 1967. Pour la mettre en oeuvre, il faut que reprennent d'abord la mission Jarring et ensuite les consultations entre les membres permanents du Conseil de sécurité en vue d'accorder promptement à M. Jarring une aide active. Les membres permanents qui se soustrairont à cette obligation aideront Israël à poursuivre sa politique d'agression et à rester en territoire arabe.

53. Il convient aussi d'inviter les Etats-Unis à ne pas empêcher M. Jarring d'accomplir sa mission au Proche-Orient et de ne pas le remplacer par M. Sisco, car ni le Conseil de sécurité, ni le Secrétaire général, ni l'Assemblée générale ne l'ont habilité à jouer le rôle d'intermédiaire dans le règlement de la crise du Proche-Orient. Je crois que cela est évident pour toutes les délégations présentes à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale. L'Assemblée doit aussi engager les Etats-Unis à cesser de s'imposer comme médiateur au Proche-Orient, alors que personne ne leur demande de le faire et à abandonner leur diplomatie discrète, qu'il serait plus juste d'appeler leur "diplomatie secrète pro-israélienne".

54. Une chose est certaine : sans le retrait des troupes israéliennes de toutes les terres arabes qu'elles ont occupées en 1967, tout règlement est impossible au Proche-Orient, et une paix durable ne saurait être instaurée dans cette région.

55. Il convient de prendre collectivement des mesures réelles au nom de l'Organisation des Nations Unies et non pas des mesures individuelles et unilatérales, afin de parvenir à un règlement et de substituer la paix à

l'affrontement armé. A cet égard, l'intensification des efforts des Etats épris de paix et soucieux de supprimer ce dangereux foyer de guerre au Proche-Orient peut jouer un très grand rôle.

56. Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont voté en faveur des résolutions qui réaffirment le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre, principe qui est devenu une norme obligatoire de droit international pour la communauté mondiale.

57. Guidée par ce principe, l'Assemblée générale, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité des peuples, doit adopter d'urgence des mesures susceptibles d'influencer les aventuriers israéliens qui empiètent sur des territoires étrangers et de les contraindre à respecter les décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, à coopérer comme il convient avec M. Jarring et à accepter son initiative concernant les questions clefs du règlement, à savoir le retrait des troupes et les conditions de paix.

58. Il est indispensable d'agir avec fermeté, décision et célérité pour empêcher Israël et ses protecteurs de retarder une fois de plus un règlement d'ensemble au Proche-Orient, de créer une impasse et de poursuivre une politique lourde de conséquences.

59. L'Union soviétique espère sincèrement voir une paix durable s'instaurer au Proche-Orient. Notre pays est disposé à participer, avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité, à l'élaboration de garanties internationales assurant un règlement politique et la sécurité au Proche-Orient.

60. L'Union soviétique accorde une aide importante aux Etats arabes, victimes de l'agression de l'impérialisme, afin qu'ils puissent défendre leurs droits et leurs intérêts nationaux légitimes. C'est là une politique constante et que poursuit résolument le Gouvernement soviétique. Quelles que soient les calomnies auxquelles sont en butte la position et la politique soviétiques au Proche-Orient, elles ne méritent pas de réponse.

61. Le vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, qui a adopté un large programme de mesures destinées à garantir la paix et la sécurité des peuples, a fait une déclaration spéciale sur la situation au Proche-Orient :

"Le Congrès est fermement convaincu que les tentatives que font les impérialistes et leurs acolytes pour imposer leur volonté aux peuples des pays arabes, ébranler les régimes progressistes au Proche-Orient et infliger une défaite au mouvement de libération nationale dans cette partie du monde sont vouées à l'échec. Les droits et les intérêts légitimes de tous les peuples arabes et notamment du peuple palestinien finiront par triompher. Les agresseurs israéliens seront contraints de se retirer des territoires arabes qu'ils ont occupés en 1967. La volonté inébranlable et le désir d'indépendance, de liberté, de paix et de progrès social des peuples arabes, et leur étroite union avec les peuples de l'Union soviétique, les autres pays socialistes et toutes les forces anti-impérialistes éprises de paix en sont le gage¹."

¹ *Materialy XXIV Sezda KPSS*, Moscou, Izdatel'stvo Politicheskoi Literatury, 1971, p. 304.

62. La conclusion d'un traité d'amitié et de coopération entre l'URSS et la République arabe d'Egypte est une preuve évidente de l'amitié et de la solidarité croissantes entre les peuples soviétique et égyptien.

63. Les peuples arabes, qui luttent pour leur indépendance et leur libération nationale, apprécient beaucoup l'amitié et le soutien que leur accordent l'Union soviétique et les nombreuses nationalités qui la composent. C'est ce qu'a dit à l'Assemblée le Ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Egypte, M. Riad.

64. A ce propos, il convient de mentionner le communiqué soviéto-arabe qui a été publié lors de la visite du Président El-Sadat en Union soviétique, en octobre 1971. Il y est dit ce qui suit :

“Le Président El-Sadat, au nom du Gouvernement et du peuple de la République arabe d'Egypte, a remercié très sincèrement l'Union soviétique pour l'aide importante et le soutien constant qu'elle apporte à l'Egypte et qui lui fournissent un appui solide dans sa lutte contre Israël et les forces impérialistes qui le soutiennent.”

65. La coopération et l'aide désintéressée que l'Union soviétique accorde aux Etats arabes dans leur lutte contre l'agression israélienne sont tout aussi appréciées par d'autres dirigeants arabes, représentant différents secteurs du mouvement de libération nationale des peuples arabes.

66. Nous autres, Soviétiques, sommes fiers de notre amitié avec les peuples arabes, y attachons beaucoup d'importance et faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour renforcer le plus possible la coopération fraternelle qui nous unit à eux et pour leur fournir une aide réelle et non pas seulement verbale. Ce n'est donc pas un hasard si les ennemis de ces peuples envisagent cette amitié avec tant de haine et d'hostilité.

67. Les impérialistes, leurs agents israéliens et les autres antisoviétiques de tout poil s'efforcent de désunir les peuples arabes et de saper leur amitié et leur coopération avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes. Guidés par l'idée que les objectifs impérialistes justifient le recours aux moyens les plus ignobles, les ennemis de l'amitié soviéto-arabe font tout ce qu'ils peuvent pour provoquer la méfiance des Etats arabes à l'égard de la politique extérieure de l'Union soviétique, et propagent des fables, des mensonges et des mythes concernant un prétendu “expansionnisme soviétique”. Cependant, tous ces efforts vains et pitoyables que déploient les ennemis de l'amitié soviéto-arabe, de la coopération et de la lutte commune pour l'élimination des conséquences de l'agression israélienne sont voués à l'échec. Ni ceux qui les inventent ni ceux qui les propagent n'en recueilleront succès ou gloire.

68. Dans une récente déclaration faite à Alger, le Président du Conseil des Ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, M. Kossyguine, a souligné que les peuples arabes ont appris à distinguer leurs amis de leurs ennemis. Ils ont appris à reconnaître les provocations de ceux qui voudraient retarder le développement du progrès dans l'Orient arabe.

69. Le maintien et la garantie de la paix sont les tâches essentielles de l'Organisation des Nations Unies. C'est dans

ce noble but qu'elle a été créée. Le devoir de l'Assemblée générale, celui de tous les pays épris de paix, consiste à contribuer activement, conformément à la Charte des Nations Unies, à un règlement équitable et rapide au Proche-Orient, et à supprimer ce dangereux foyer de conflit armé dans la région, qui risque de se rallumer à tout moment.

70. M. FACK (Pays-Bas) [*interprétation de l'anglais*] : Depuis près d'un quart de siècle, les Nations Unies font face à la situation troublante qui règne au Moyen-Orient. Le problème a été renvoyé de l'Assemblée générale au Conseil de sécurité, du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale, il a été examiné en session annuelle, en session spéciale ou d'urgence, puis de nouveau soumis au Conseil de sécurité. L'an dernier, il est revenu devant l'Assemblée générale, et, pendant neuf jours, nous en avons discuté en séance plénière et d'une façon qui semblait justifier un optimisme prudent : d'abord, parce qu'un désir général de paix avait imprégné le débat, et, ensuite, parce qu'on s'était accordé à dire que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, considérée dans son ensemble, pouvait fournir la base d'un règlement futur.

71. Qu'en est-il maintenant, un an après la vingt-cinquième session ? De l'avis de la délégation des Pays-Bas, la situation au Moyen-Orient, vue avec une année de recul, semble présenter certains aspects positifs inclinant à l'espoir, certains moins favorables, d'autres, enfin, qui sont sujets à caution.

72. Partons de ces derniers : il semble curieux que, bien que la situation au Moyen-Orient ait été décrite à l'Assemblée générale au cours du présent débat comme le fruit de l'“agression armée”, d'une “agression continue”, d'une “agression coloniale”, comme résultant d'une “conquête militaire à des fins d'expansion territoriale” et présentant donc une menace de plus en plus grave à la paix et à la sécurité internationales, ce qui justifierait l'application par le Conseil de sécurité des mesures prévues au Chapitre VII de la Charte, le Conseil de sécurité lui-même, cet organe principal des Nations Unies responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales, n'ait pas, au cours de l'année qui s'est écoulée depuis notre discussion antérieure, consacré une seule réunion à ce point de son ordre du jour. Qui plus est, au cours de cette année, pas un seul Membre des Nations Unies, à la connaissance de ma délégation, n'a demandé au Conseil de sécurité de se saisir de la question du Moyen-Orient. Il est vrai que le Conseil de sécurité a brièvement discuté du statut de Jérusalem, il y a de cela deux mois; mais après tout, ce n'est là qu'une facette du problème complexe du Moyen-Orient. Dans l'ensemble, la situation au Moyen-Orient, bien que figurant à l'ordre du jour du Conseil de sécurité en tant que question requérant une attention constante, n'a pas été examinée par le Conseil, et aucun de ses membres n'a même laissé entendre que le Conseil devrait s'en occuper.

73. Pourtant, quelque bizarre que cela puisse sembler à première vue, le Conseil de sécurité a sans doute fait preuve de sagesse en évitant une discussion publique. L'une des raisons que le Conseil a pu avoir pour “ne pas y toucher” est peut-être l'évaluation qu'il a faite des autres aspects que j'ai mentionnés, en particulier des événements positifs et prometteurs de l'année passée, qui peuvent fort bien l'avoir

amené, tout bien pesé, à laisser les choses en l'état et à ne pas faire de zèle.

74. Aux yeux de ma délégation, certains des facteurs positifs de l'année passée peuvent se résumer comme suit : depuis août 1970, les ordres de cessez-le-feu du Conseil de sécurité ont été dans une large mesure respectés par toutes les parties. Le seul fait qu'en général les armes soient restées muettes montre que toutes les parties au conflit souhaitaient faire preuve de modération.

75. Sous l'égide si habile de l'ambassadeur Gunnar Jarring, des progrès prudents ont été réalisés vers la mise en oeuvre de la résolution 242 (1967). Le représentant spécial du Secrétaire général a fait des efforts louables pour introduire une notion neuve, une nouvelle façon d'aborder le problème — cela se situe en février dernier —, qui pourrait fort bien offrir la clef à un règlement juste et durable. La réaction de l'Egypte aux efforts de M. Jarring est prometteuse et ma délégation saisit cette occasion pour rendre hommage au Gouvernement égyptien pour la façon dont il a réagi à l'approche nouvelle de M. Jarring. Nous constatons que jusqu'ici le Gouvernement d'Israël n'a pas répondu aux questions du représentant spécial : aussi les Pays-Bas s'associent-ils à l'appel lancé par le Secrétaire général au Gouvernement d'Israël pour que ce dernier prenne en considération la démarche de M. Jarring. A notre avis, il est indispensable d'obtenir une réponse claire de la part d'Israël si l'on désire sincèrement ne fût-ce qu'amorcer un règlement négocié. De l'avis de mon gouvernement, la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité signifie qu'Israël devra, à l'issue d'un règlement négocié, se retirer derrière des frontières sûres, reconnues et garanties, qui délimiteraient un territoire approximativement de la même taille que le territoire qui était le sien avant juin 1967. Etant donné la politique déclarée d'Israël, qui affirme ne pas nourrir d'ambitions territoriales et ne rechercher que des frontières sûres et reconnues, nous espérons que, sous peu, les parties auront fait un pas de plus sur le chemin épineux d'un règlement pacifique juste et durable, grâce à la houlette patiente et éprouvée de M. Jarring.

76. Le troisième facteur favorable est l'intérêt témoigné et par Israël et par l'Egypte à la possibilité de résoudre un problème particulier, celui que pose la réouverture du canal de Suez. Ma délégation n'ignore pas que divers obstacles devront être surmontés avant que cet aspect du problème général puisse être considéré comme proche de sa solution; mais le seul fait que des idées aient été émises de part et d'autre et échangées grâce aux bons offices des Etats-Unis d'Amérique est encourageant. Il est compréhensible que ces efforts n'aient pas été poursuivis à la présente session de l'Assemblée générale, mais nous espérons qu'ils reprendront d'ici peu et qu'en fin de compte ils seront couronnés de succès. Un tel résultat serait de bon augure pour le règlement général du problème. A l'heure actuelle, le canal de Suez joue le rôle que jouait la Manche pendant les quatre années de la seconde guerre mondiale : il constitue une barrière naturelle qui sépare les forces armées de deux parties belligérantes. Nous pouvons donc très bien comprendre qu'Israël ne soit disposé à renoncer aux avantages évidents de cette barrière naturelle que si des garanties à toute épreuve lui étaient données contre toute possibilité de voir ses forces armées attaquées sur leurs positions de repli, accidentellement ou de propos délibéré. Mais quelque

compréhensibles que soient les doutes, les réticences et les hésitations d'Israël, nous sommes convaincus que le problème n'échappera pas à l'ingéniosité de la communauté internationale, qui saura trouver le moyen de remplacer le canal de Suez par quelque autre barrière imposante : par exemple, en prévoyant le déploiement d'une puissante force des Nations Unies, sous les auspices du Conseil de sécurité, qui ne serait ni retirée ni redéployée sans ordre exprès du Conseil.

77. Certes, ma délégation n'entend nullement, à ce stade du débat, suggérer des solutions particulières ou partielles. Nous voulons simplement montrer que, si ce sont les garanties de sécurité qui empêchent un accord entre les parties, il ne devrait pas être trop difficile de trouver une solution. En ce qui concerne les Pays-Bas, je tiens à réitérer l'assurance que nous avons déjà donnée, à savoir que, si une force de maintien de la paix était envoyée au Moyen-Orient à quelque moment que ce soit, notre attitude serait positive et constructive.

78. Le quatrième facteur favorable est l'activité décroissante du mouvement de guérilla aux frontières d'Israël, ce qui rend le problème des réfugiés beaucoup moins difficile. Le Gouvernement des Pays-Bas a déclaré à diverses reprises qu'il était disposé à contribuer de manière constructive à la solution de ce problème dans le cadre d'un règlement global. Je réaffirme ici cette volonté de mon gouvernement.

79. Enfin, et ce n'est pas le moins important, il y a eu l'initiative heureuse des chefs d'Etat africains qui ont récemment entrepris une mission d'enquête et formulé les propositions intéressantes et constructives qui ont été exposées à l'Assemblée générale [2002ème séance]. Que l'on me permette de le dire en tout respect, ma délégation a été fort impressionnée par les suggestions utiles, pratiques et sages présentées par le Comité des Dix au président El-Sadat et au premier ministre Meir — suggestions auxquelles pourrait souscrire chacun des Membres des Nations Unies, qu'il soit ou non directement intéressé à l'affaire. Ma délégation rend hommage à ces dirigeants de l'Afrique et les félicite de leurs efforts constructifs.

80. Pour encourageants que puissent être certains de ces événements, il y a, de l'avis de ma délégation, d'autres aspects de la situation qui ne sauraient être considérés aussi favorablement. En premier lieu, il règne indubitablement un certain sentiment de stagnation. Cet état de choses peut conduire à des déchainements dangereux qui anéantiraient tout espoir d'une paix juste et durable. Non moins inquiétant est le langage immodéré utilisé de temps à autre par des personnalités influentes, d'un côté comme de l'autre. Bien que l'on puisse souvent se demander s'il convient d'attacher à des déclarations émotives de cette nature une importance plus qu'éphémère, ma délégation ne peut que les déplorer et estime qu'elles devraient être évitées dans l'intérêt de la région concernée et du monde tout entier. Comme le faisait remarquer il y a quelques jours le représentant d'un pays antillais à une des commissions de l'Assemblée où l'on parlait également de la situation au Moyen-Orient, le monde est troublé par les déclarations de ceux qui recherchent la belligérance pour elle-même, y voyant la solution au problème. Le monde garde un souvenir brûlant du sort de ceux qui se sont laissé emporter par des déclarations enflammées et ont laissé la belligérance prendre le pas sur la sagesse et la raison.

81. Un autre facteur fort inquiétant de la situation est la reprise possible de la course aux armements. Faut-il rappeler à l'Assemblée générale les dangers inhérents au déclenchement d'une course aux armements au Moyen-Orient ? A-t-on déjà oublié les destructions de la première moitié de 1970 et tout le sang versé ? Quelque malaisé qu'il ait pu être, l'équilibre des armes au cours des 12 derniers mois a eu un effet salubre puisqu'une trêve a pu être observée. Puis, soudainement, il y a quelques semaines, le monde a été frappé par la nouvelle que l'Union soviétique avait décidé de reprendre ses importantes livraisons d'armes au Moyen-Orient. Comme on pouvait s'y attendre, la réaction des Etats-Unis fut immédiate. Quelle en sera l'issue ? Nous ne le savons pas encore très bien, mais l'histoire des 25 dernières années conduit à une conclusion inéluctable : la course aux armements au Moyen-Orient, en mettant les choses au mieux, est coûteuse et dépourvue de sens; au pire, elle est périlleuse.

82. Et cependant, malgré ces événements défavorables, nous devons conclure que, dans l'ensemble, un optimisme prudent reste de mise. Dans ces conditions, ma délégation approuve l'attitude du Conseil de sécurité qui semble penser qu'il y a de bonnes raisons de ne pas troubler les eaux qui dorment, et qu'il faut au contraire renforcer les chances de mise en œuvre de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, dont l'équilibre est bien délicat. Ma délégation espère que l'Assemblée générale suivra la même voie.

83. A notre avis, l'Assemblée générale agirait sagement en s'abstenant, pour toute une série de raisons, dont certaines de fond et d'autres d'ordre constitutionnel, de formuler des recommandations. Nous ne voyons guère comment l'Assemblée pourrait par elle-même jouer un rôle constructif, étant donné que les questions touchant à la paix et à la sécurité internationales relèvent essentiellement de la compétence du Conseil de sécurité, et que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité est la seule sur laquelle peut reposer toute action nouvelle. L'Assemblée générale ne peut pas, ne devrait pas essayer d'ajouter ou de retrancher quoi que ce soit à cette résolution; elle ne devrait pas davantage chercher à donner sa propre interprétation de ce texte soigneusement équilibré. De plus, en tant que Membre des Nations Unies conscient de ses responsabilités, les Pays-Bas estiment que l'Assemblée générale doit observer l'Article 12 de la Charte aussi scrupuleusement que toutes les autres dispositions de cet instrument. Peut-être un simple appel lancé aux parties pour qu'elles reprennent leurs conversations avec l'ambassadeur Jarring aux termes de la résolution 242 (1967) serait-il suffisant.

84. Pour conclure, je voudrais résumer les éléments fondamentaux de la position des Pays-Bas à propos de la situation au Moyen-Orient.

85. Tout d'abord, le Gouvernement des Pays-Bas continue de penser que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité offre la seule base valable sur laquelle asseoir la paix de la région; elle doit par conséquent être appliquée intégralement. Nous désavouons très nettement toutes les tentatives en vue d'interpréter de façon tendancieuse et sélective cette résolution qui, à notre avis, forme un tout dont les éléments ne peuvent être dissociés, sous peine de s'effondrer.

86. En deuxième lieu, nous appuyons fermement les efforts de M. Jarring et nous nous permettons d'adresser un appel au représentant spécial pour qu'il renouvelle ses tentatives avec le tact, la patience, la courtoisie, la persévérance et l'ingéniosité que nous lui connaissons; nous nous adressons aussi aux gouvernements directement intéressés pour leur demander de coopérer avec l'ambassadeur Jarring dans toute la mesure possible.

87. En troisième lieu, le Royaume des Pays-Bas entretient les relations les meilleures et les plus amicales avec tous les Etats directement intéressés. Nous ne cherchons querelle à personne, d'aucune façon. Nous désirons la paix, la justice et la prospérité pour toutes les parties, dans un climat de bon voisinage. Les intérêts nationaux et régionaux qui sont les nôtres, puissance européenne, nous commandent de ne juger l'évolution de la situation au Moyen-Orient, région dont la stabilité présente pour nous une importance primordiale, qu'en fonction des événements qui s'y produisent, compte tenu tout spécialement des conséquences de ces événements pour le principe du règlement pacifique des différends entre Etats Membres.

88. En quatrième lieu, nous demandons instamment aux parties directement intéressées de se prêter à cette forme de dialogue que prévoit la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité en tant que premier pas vers l'établissement d'un climat de confiance indispensable à tout nouveau progrès. Ce dialogue pourrait être direct ou indirect, se faire peut-être par l'entremise de M. Jarring, ou, pour les problèmes partiels, de tout autre intermédiaire. Car le monde qui a vu s'instaurer des dialogues entre les parties adverses sur Berlin, sur la sécurité européenne, sur les armements stratégiques (SALT), sur une réduction équilibrée et mutuelle des forces au Viet-Nam — bref, sur une foule de problèmes complexes qui, il y a peu de temps encore, ne semblaient guère pouvoir donner lieu à dialogue — ne comprend plus pourquoi un règlement pacifique au Moyen-Orient ne ferait pas l'objet de dialogues et de négociations, directes ou indirectes.

89. En cinquième lieu, un règlement adéquat et équitable du problème crucial et explosif des réfugiés demeure, à notre avis, essentiel. Un tel règlement devrait être acceptable pour l'immense majorité des réfugiés en cause auxquels, outre le rapatriement volontaire, il conviendrait d'offrir plusieurs solutions attrayantes afin de leur permettre de reconstruire leur vie.

90. Enfin, nous voulons répéter que le cessez-le-feu devrait continuer à être respecté, comme il l'est actuellement, jusqu'à ce qu'intervienne un règlement pacifique. Toute reprise des hostilités non seulement serait contraire aux dispositions de la Charte et aux cessez-le-feu prescrits par le Conseil de sécurité, mais compromettrait gravement l'atmosphère actuelle, peut-être au-delà de tout recours.

91. Comme l'histoire du Moyen-Orient depuis plus d'un quart de siècle nous le montre, il est très facile de faire éclater des conflits armés, mais, toute la vie de notre ami défunt Ralph Bunche en témoigne, des efforts quasi surhumains sont requis pour rétablir la paix. Les combats, le sang versé, les destructions de ces dernières décennies n'ont fait qu'accroître la misère des populations et dégrader le climat politique. L'effet néfaste des hostilités sur le

développement économique et social de la région est incommensurable. La violence engendre la violence et la destruction est un processus qui se perpétue indéfiniment. La guerre n'épargne personne. Comme un poète l'a dit, elle frappe "le berger et son troupeau".

92. Nous avons la conviction que les dirigeants des pays de la région sont conscients de ce danger, aussi leur lançons-nous un appel afin qu'ils évitent très soigneusement à l'avenir les déclarations enflammées et les provocations de traîneurs de sabre. Nous leur demandons de comprendre l'indignation et l'inquiétude qui animent le monde devant tant de souffrances inutiles et de se souvenir que les victoires véritables et durables sont celles de la paix, et non de la guerre.

93. M. RAMPHUL (Maurice) [*interprétation de l'anglais*] : Tout d'abord, je voudrais me joindre à tous ceux qui, aujourd'hui, m'ont précédé à cette tribune pour rendre hommage à la mémoire d'un grand Américain de souche africaine. Le décès de Ralph Bunche est une perte non seulement pour les Etats-Unis, mais aussi pour les Nations Unies et, en vérité, pour le monde entier. Ralph Bunche a voué sa vie à la cause de la vérité, de la justice et de la paix. Qu'il repose en paix ! Nous adressons à sa veuve et à sa famille nos plus sincères condoléances.

[L'orateur poursuit en français.]

94. La question du Moyen-Orient est, avec la situation tragique qui règne en ce moment au Pakistan oriental, l'une des questions les plus préoccupantes auxquelles l'Assemblée générale doit consacrer le plus d'attention à la présente session, afin de contribuer à leur solution avant qu'il ne soit trop tard.

95. D'un côté, nous sommes en présence d'un conflit armé qui menace très sérieusement la paix sur le sous-continent indien; de l'autre, nous trouvons un conflit latent qui, du fait d'un cessez-le-feu précaire et de l'augmentation de la tension dans la région, pourrait mener à la reprise des hostilités entre Israël et les pays arabes si nous ne faisons rien pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations poursuivies sous l'égide de M. Jarring.

96. La tâche de l'Assemblée est de faciliter la reprise effective des négociations sous l'égide du représentant spécial du Secrétaire général, en indiquant au besoin les mesures concrètes en vue de la mise en application complète et définitive de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité pour qu'enfin une paix juste et durable s'établisse au Moyen-Orient.

97. Cela correspond au but de la mission que l'Organisation de l'unité africaine a confiée à une commission de 10 membres. Nous autres, membres de l'OUA, espérons que certaines des mesures préconisées par la Commission serviront de base à celles que l'Assemblée arrêtera à l'issue de ce débat.

98. Il est encourageant de noter que les Ministres des affaires étrangères de la République arabe d'Egypte et d'Israël ont indiqué que leurs gouvernements sont disposés à reprendre les négociations sous l'égide de M. Jarring.

99. A notre avis, l'adhésion à cette formule de négociations indirectes ne doit souffrir aucune restriction. Certes, les contacts bilatéraux entre l'Egypte et Israël pourraient être utiles, mais ceux-ci ne peuvent avoir lieu que si les questions à discuter sont arrêtées d'un commun accord entre les deux parties; autrement dit, une partie ne doit pas insister pour que certaines questions fassent exclusivement l'objet de discussions bilatérales sans l'assentiment de l'autre.

100. Les déclarations des représentants de l'Egypte et d'Israël permettent déjà de circonscrire les problèmes les plus urgents à régler, à savoir le sort des territoires occupés par Israël à l'issue de la guerre de 1967, la question du retrait des forces israéliennes de ces territoires, la définition de frontières "sûres et reconnues" susceptibles de garantir une paix durable dans la région, et la question parallèle d'une éventuelle démilitarisation de certaines zones.

101. La délégation mauricienne estime que ces questions seraient facilement résolues si l'on s'attachait à la mise en oeuvre intégrale de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. A cet égard, il y a un principe fondamental sur lequel Maurice, comme la majorité des Etats Membres, ne saurait transiger : c'est le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre. L'intégrité territoriale de tous les Etats Membres doit par conséquent être respectée, et restaurée le cas échéant.

102. C'est pourquoi nous attachons une importance particulière aux propositions formulées par M. Jarring dans son aide-mémoire du 8 février 1971 [A/8541, annexe I] adressé aux Gouvernements de l'Egypte et d'Israël. On se souvient que, dans cet aide-mémoire, M. Jarring demandait, d'une part, à Israël de s'engager à retirer ses forces du territoire occupé de l'Egypte jusqu'à l'ancienne frontière internationale entre l'Egypte et la Palestine sous Mandat britannique et, d'autre part, à l'Egypte de s'engager à conclure avec Israël, sur une base de réciprocité, divers engagements et obligations correspondant aux dispositions de la résolution 242 (1967).

103. L'Egypte ayant accepté de prendre les engagements qui lui étaient demandés, on aurait pu croire que la question fondamentale du retrait des forces israéliennes du territoire occupé d'Egypte allait être réglée, mais, du fait de l'attitude d'Israël, cette question cruciale n'a même pas connu un début de solution. Il apparaît clairement que, si l'Assemblée veut aider M. Jarring à sortir de l'impasse ainsi créée, il faudrait qu'elle amène Israël à faire les concessions nécessaires.

104. Nous pensons que les grandes puissances, grâce à leurs relations bilatérales avec les parties, ont également un rôle déterminant à jouer, séparément et collectivement. A cet égard, nous avons noté avec intérêt la déclaration que les Etats-Unis ont faite le 24 juin 1971 à l'issue d'une réunion entre les quatre grandes puissances. Cette déclaration se lisait en partie comme suit :

"Les Etats-Unis restent attachés à la recherche d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, fondée sur l'exécution de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité dans toutes ses parties et toutes ses dispositions. Nous demeurons attachés au soutien du rôle de l'ambas-

sadeur Jarring, conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et, expressément, à ses propositions du 8 février que nous jugeons conformes à son mandat. Comme je l'ai déjà dit, nous considérons que la réponse de la République arabe unie aux propositions de l'ambassadeur Jarring est positive et nous espérons qu'Israël répondra de manière aussi positive. Comme nous l'avons déjà dit, nous avons l'intention de poursuivre notre dialogue avec Israël de manière à soutenir les efforts de l'ambassadeur Jarring en vue d'aboutir à un règlement d'ensemble, conformément à la résolution 242 (1967) dans toutes ses parties et toutes ses dispositions²."

105. Nous espérons que dans leur dialogue avec Israël, les Etats-Unis pourront trouver des moyens efficaces pour le convaincre d'apporter une plus grande coopération aux efforts de M. Jarring. En attendant la reprise des négociations dans des conditions qui seront définies par la résolution qu'adoptera l'Assemblée générale, nous faisons appel aux parties intéressées pour que le cessez-le-feu soit maintenu et renforcé et pour qu'elles évitent tout acte susceptible d'augmenter la tension dans la région.

106. M. DUGERSUREN (Mongolie) [*interprétation de l'anglais*] : Le fait que l'Assemblée générale examine la situation au Moyen-Orient à sa vingt-sixième session, en tant que question urgente et importante, exprime avec éloquence la profonde inquiétude que la crise qui sévit dans cette région inspire aux forces de la paix et indique à quel point ces forces sont décidées à trouver coûte que coûte une solution pacifique au problème. Les déclarations de nombreux représentants, aujourd'hui comme au cours du récent débat général, en témoignent abondamment.

107. Il est regrettable que, malgré tous les efforts déployés par la communauté internationale et par notre organisation, la crise du Moyen-Orient ne soit pas plus proche d'une solution et que la situation dans la région reste explosive. Sa nature précaire semble s'être accentuée avec la crise qui sévit dans le sous-continent indo-pakistanaï.

108. La principale raison de cette déplorable situation réside dans la politique expansionniste des milieux dirigeants israéliens qui, ayant commis une agression patente contre les pays arabes voisins, s'efforcent avec ténacité de perpétuer les néfastes conséquences de cette agression.

109. Défiant ouvertement les dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, les dirigeants israéliens refusent avec véhémence de retirer leurs troupes ou même de s'engager à les retirer des territoires arabes occupés. De propos délibéré, ils font obstacle au règlement afin de gagner du temps et de s'installer plus solidement encore dans les territoires arabes.

110. Les autorités israéliennes, en fait, sont maintenant passées de la non-mise en oeuvre de la résolution du Conseil de sécurité à une violation pure et simple de l'esprit et de la lettre de cette résolution, dont elles se servent pour justifier le maintien des territoires qu'elles ont occupés par la force. Auparavant, elles insistaient sur des "entretiens directs" avec leurs contreparties arabes, usant ainsi d'un prétexte fallacieux pour justifier leur intransigeance. Maintenant,

elles s'accrochent à la formule des "frontières sûres et reconnues", en oubliant commodément le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force.

111. Le concept de "frontières sûres", selon l'interprétation de Tel-Aviv, n'est en fait rien d'autre qu'un prétexte pour justifier la politique expansionniste d'Israël : c'est la version moderne de la théorie hitlérienne du *Lebensraum*.

112. En opposant une réponse entièrement négative à l'aide-mémoire du représentant spécial du Secrétaire général [A/8541, annexe I] concernant l'engagement de retirer ses forces armées des territoires arabes occupés, Israël a acculé ce représentant dans une impasse. A ce propos, le Secrétaire général a nettement déclaré, dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, ce qui suit :

"M. Jarring estime, et je suis de son avis, qu'aussi longtemps que la position d'Israël sur la question du retrait demeure inchangée, il sera vain de chercher à relancer les pourparlers." [A/8401/A.d.1, par. 219.]

113. Israël n'a pas donné une seule réponse positive aux diverses propositions et initiatives constructives du Gouvernement égyptien; il n'a pas non plus manifesté le moindre désir de négocier sérieusement sur le fond du problème du Moyen-Orient.

114. Les milieux dirigeants d'Israël méconnaissent ouvertement les résolutions pertinentes des Nations Unies concernant le statut des territoires arabes occupés et de leur population. Pendant et après la guerre de juin 1967, les militaires israéliens ont expulsé plus d'un demi-million d'Arabes de la rive ouest du Jourdain et de la bande de Gaza. La péninsule du Sinaï est devenue pour Israël une région économique de première importance. Des compagnies spéciales auraient été constituées pour exploiter et voler le pétrole du Sinaï, qui appartient à l'Egypte. Israël continue de faire fi de toutes les résolutions sur Jérusalem.

115. Tout cela montre très clairement que la politique d'obstruction d'Israël et son occupation persistante des territoires arabes constituent le principal obstacle à un règlement pacifique du conflit du Moyen-Orient. La politique d'Israël n'est certainement pas une politique de paix. La communauté mondiale ne doit pas oublier les déclarations cyniques de l'un des anciens dirigeants israéliens qui disait : "Le plus sale tour que pourraient nous jouer les Arabes serait de faire la paix avec nous."

116. La nature véritable de la crise du Moyen-Orient serait entièrement méconnue si l'on ne tenait pas compte de l'appui politique, militaire et économique que les Etats-Unis donnent à Israël.

117. La politique d'"équilibre de puissance" que pratiquent les Etats-Unis alimente les appétits d'expansion des sionistes parce qu'elle se traduit par la fourniture de Phantom et toutes sortes d'armes offensives. Les pays arabes y ont vu à juste titre une politique dont le but est d'assurer en permanence la supériorité militaire d'Israël sur les pays arabes victimes de ses actes d'agression. En fait, il suffit, pour comprendre l'attitude américaine au Moyen-Orient, de songer à l'aide militaire et financière considérable

² Cité en anglais par l'orateur.

que les Etats-Unis donnent à Israël. A ce propos, je voudrais citer un ancien diplomate des Etats-Unis au Caire qui écrivait dans le *New York Times* du 5 juin 1971 :

“Depuis 1969, notre assistance a considérablement augmenté,” — l’assistance à Israël — “les transferts en dollars se sont élevés à 800 millions en 1970; en 1971, ils seront de l’ordre de 1,5 milliard. Une nouvelle augmentation est prévue pour 1972 . . .

“Les Etats-Unis fournissent des avions, des missiles et de l’équipement électronique très perfectionné ainsi que les éléments d’une force de frappe supérieure à celle de nos alliés de l’OTAN et de l’OTASE.

“Dans le domaine du renseignement, notre coopération avec Israël n’a pas d’égale . . .

“Israël est devenu notre cinquante et unième Etat.”

118. La collusion de l’impérialisme des Etats-Unis et du sionisme israélien comporte un autre aspect important. Israël, pour sa part, sert les intérêts de la stratégie mondiale américaine fondée sur les “conflits locaux”. A cet égard, Israël est un instrument grâce auquel l’impérialisme cherche à endiguer le mouvement de libération nationale dans le monde arabe et, surtout, à y étouffer les régimes progressistes. Un banquier américain qui fut le conseiller du président Roosevelt, M. James P. Warburg, a dit : “En fait, la politique américaine actuelle consiste à faire d’Israël l’arme militaire nécessaire pour réprimer la révolution sociale au Moyen-Orient.”

119. L’élite israélienne semble juger inutile de cacher le rôle de gendarme que les Etats-Unis font jouer à Israël au Moyen-Orient. Le journal israélien *Hatzofe*, organe des partis religieux, faisait observer qu’ “Israël constitue une position avancée des Etats-Unis”. Les Etats-Unis ont en fait paralysé la concertation à quatre sur le Moyen-Orient en exigeant le recours à ce que l’on appelle “la diplomatie discrète”. Par leur comportement, les Etats-Unis encouragent virtuellement les dirigeants israéliens à bloquer la mission Jarring. Face à ces actes, les prétendues initiatives de paix des Etats-Unis et leurs plans pour le Moyen-Orient ne peuvent être interprétés autrement que comme des stratagèmes destinés à retarder un règlement réel et équitable de la crise.

120. A la différence des dirigeants israéliens et de ceux qui les soutiennent, le Gouvernement de la République arabe d’Egypte s’est engagé dans une voie véritablement pacifique et constructive dans l’espoir de déboucher sur un règlement du conflit. Rien qu’en 1971, le Gouvernement égyptien a avancé un certain nombre de propositions constructives en vue de trouver une solution pacifique et juste, conforme aux résolutions bien connues du Conseil de sécurité et de l’Assemblée générale.

121. Le Gouvernement égyptien a réagi de manière prompte, nette et surtout positive à l’aide-mémoire Jarring du 8 février 1971. Il a notamment déclaré qu’il était prêt à conclure un traité de paix avec Israël si celui-ci s’engageait à se retirer des territoires occupés. L’Egypte s’est aussi déclaré prête à prendre les mesures voulues en vue de rouvrir le canal de Suez en contrepartie de la première étape

du retrait israélien, à condition qu’Israël réponde de manière positive à l’aide-mémoire Jarring. Ainsi que l’a déclaré hier, ici même, M. El-Zayyat [2006ème séance], le Gouvernement égyptien a, une fois de plus, confirmé ces positions dans le mémoire qu’il a remis aux chefs d’Etat africains, et il s’est également déclaré disposé à accepter les garanties des Nations Unies en ce qui concerne l’établissement de la paix, la création de zones démilitarisées de part et d’autre de la frontière et la mise en place de forces internationales en certains points stratégiques, notamment à Charm El-Cheik. Par son attitude positive à l’égard d’un règlement pacifique, l’Egypte a grandement contribué à faciliter la mission Jarring.

122. Tout montre clairement que l’attitude agressive et expansionniste d’Israël est la cause principale des tensions et de l’absence de paix au Moyen-Orient. Par conséquent, le retrait des forces israéliennes des territoires occupés offre la seule base réelle pour un règlement politique. Malheureusement, comme beaucoup d’autres, continue de penser que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, malgré ses insuffisances et ses faiblesses, constitue le cadre le plus approprié à un règlement pacifique de la crise actuelle dans des conditions d’équité et de justice.

123. Pour parvenir à un tel règlement, il faut mettre en oeuvre cette résolution en considérant que toutes ses dispositions importantes forment une stipulation unique. Le premier pas, peut-être le pas décisif, serait de relancer la mission du représentant spécial du Secrétaire général, qui a nettement défini les conditions qui s’imposent objectivement pour la reprise des entretiens de paix.

124. La vingt-sixième session de l’Assemblée générale devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour exercer une pression sur les agresseurs israéliens afin qu’ils abandonnent leur politique d’expansion et d’obstruction. L’Assemblée devrait aussi réaffirmer le principe de l’inadmissibilité de toute acquisition de territoires par la force.

125. Les circonstances actuelles ne peuvent manquer de faire naître la conviction que notre organisation peut en toute légitimité envisager d’appliquer les autres mesures plus efficaces prévues par la Charte à Israël, cet Etat qui viole systématiquement les dispositions de la Charte et les résolutions du Conseil de sécurité. Il conviendrait également d’exercer une pression plus énergique sur les Etats-Unis qui doivent renoncer à fournir à Israël un appui politique, financier et militaire.

126. Je voudrais citer ici une déclaration du Président de notre conseil des ministres, qui, le 7 juin 1971, a dit :

“La République populaire mongole estime que l’établissement d’une paix durable au Moyen-Orient exige que soient éliminées toutes les conséquences de l’agression israélienne. Ce règlement devrait dûment tenir compte des droits et des intérêts de tous les peuples du Moyen-Orient, y compris ceux du peuple arabe de Palestine.”

127. Qu’il me soit permis de conclure sur une note d’espoir. Le temps travaille en faveur de la cause arabe. Les défenseurs de la paix et de la démocratie dans la région serrent leurs rangs et renforcent les liens d’amitié et de coopération qui les unissent aux pays socialistes et aux forces pacifiques.

128. Ces facteurs joueront nécessairement un rôle décisif dans la recherche d'une solution juste et équitable. A ce propos, je voudrais dire que le traité d'amitié et de coopération soviéto-égyptien signé au Caire le 27 mai 1971 y contribuera assurément malgré toutes les tentatives qui sont faites pour déformer l'objet de ces traités que l'Union soviétique conclut avec d'autres Etats. Le Gouvernement et le peuple de la République populaire mongole n'épargneront aucun effort pour contribuer à toute action positive visant à trouver un règlement politique équitable au Moyen-Orient.

129. M. ZAKARIA^q (Malaisie) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais tout d'abord associer ma délégation aux sentiments de sympathie que vous-même, Monsieur le Président, le Secrétaire général et les présidents des groupes d'Etats ont exprimés à l'occasion de la mort du Secrétaire général adjoint Ralph Bunche. Je saisis cette occasion pour présenter à la mission des Etats-Unis, à la veuve et à la famille de M. Bunche nos condoléances émues et sincères.

130. Voici plus de quatre ans qu'éclatait au Moyen-Orient la guerre de juin 1967, et, en dépit de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité pour servir de base à la solution du problème du Moyen-Orient, aucun règlement pacifique n'est en vue. A la suite de ses actes d'agression et au mépris des résolutions du Conseil de sécurité, Israël occupe des territoires appartenant à l'Egypte, à la Jordanie et à la Syrie. De plus, le peuple arabe de Palestine se voit toujours refuser la jouissance de ses droits inaliénables. On ne saurait plus longtemps tolérer qu'Israël continue à occuper des territoires arabes fruits de l'agression. Cette occupation constitue une violation des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et doit être condamnée à nouveau. Aucune attaque contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat ne peut être justifiée. Toute acquisition de territoires par la force est inadmissible. Ces principes ont été énoncés et réaffirmés à plus d'une reprise; nulle part ailleurs qu'au Moyen-Orient leur application ne s'impose avec autant d'urgence. En fait, la situation au Moyen-Orient aujourd'hui est telle que les fondements mêmes des Nations Unies en sont ébranlés et compromis les efforts en vue d'instituer un ordre pacifique dans le monde. Par conséquent, il est du devoir des Nations Unies, et tout particulièrement du Conseil de sécurité, compte tenu de la responsabilité première qui lui incombe en matière de paix et de sécurité internationales, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire du retrait des forces israéliennes des territoires arabes occupés l'élément capital du rétablissement de la paix au Moyen-Orient.

131. Le fait que les Nations Unies n'aient pu parvenir à faire appliquer la résolution 242 (1967) qui s'inspire de ces principes et offre un moyen équitable et pratique de parvenir à une paix durable est, pour ma délégation, un sujet de profonde préoccupation. Nous continuerons à insister pour que les Nations Unies s'emploient sans relâche à obtenir la mise en oeuvre intégrale de cette résolution.

132. A ce propos, ma délégation s'inquiète vivement de constater que les efforts du représentant spécial du Secrétaire général, M. Gunnar Jarring, restent au point mort. Comme le Secrétaire général l'établit clairement dans le rapport qu'il a présenté à la fois à l'Assemblée générale et

au Conseil de sécurité [A/8541-S/10403], la responsabilité de cette paralysie doit être entièrement imputée à Israël. C'est avec satisfaction que nous avons pris acte de la réaction positive de l'Egypte à l'initiative du représentant spécial en vue d'établir une paix juste et durable au Moyen-Orient; en revanche, ma délégation note avec une profonde préoccupation qu'Israël a non seulement ignoré l'engagement précis que M. Jarring lui demandait de prendre au sujet du retrait de ses forces du territoire égyptien occupé, mais il a déclaré expressément, dans sa note à l'ambassadeur Jarring qui figure en annexe au rapport du Secrétaire général : "Israël ne se retirera pas jusqu'aux lignes antérieures au 5 juin 1967". [A/8541, annexe III.] Rien ne peut être plus clair que cette déclaration d'intentions d'Israël. Ma délégation souhaite réaffirmer à ce propos, et de la façon la plus catégorique, qu'une situation née de l'agression ne saurait servir de base de marchandage pour imposer des conditions de retrait.

133. Les derniers événements ont accentué la nécessité de déboucher sans plus tarder sur un règlement pacifique. Depuis l'accalmie récente, les parties en cause ont renforcé leur capacité militaire et, si l'impasse actuelle subsiste, les hostilités reprendront sans aucun doute. C'est pourquoi ma délégation estime, elle aussi, que les Nations Unies doivent réexaminer la situation une fois de plus et trouver les moyens qui permettront à l'ambassadeur Jarring de relancer sa mission et, partant, d'assurer la mise en oeuvre de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Ma délégation, d'autre part, tient à réitérer la conviction que toute solution qui sera donnée au problème du Moyen-Orient devra pleinement respecter les droits inaliénables du peuple arabe de Palestine. Tant que l'injustice infligée à ce peuple ne sera pas réparée, il n'y aura pas de paix dans cette région, car sans justice il n'y a pas de paix durable.

134. M. IBINGIRA (Ouganda) [*interprétation de l'anglais*] : Tant de choses ont été dites et si peu de choses nouvelles restent à dire sur la situation au Moyen-Orient que je me propose d'être bref en exposant une fois de plus la position de ma délégation et de mon gouvernement sur ce problème tragique et insoluble.

135. Tout d'abord, je voudrais rendre hommage à l'ambassadeur Jarring pour les efforts inlassables qu'il a déployés afin que dans ce différend on parvienne à un règlement, alors qu'un homme de moins d'envergure se serait depuis longtemps déclaré vaincu. Il faut aussi rendre hommage à notre illustre secrétaire général qui n'a cessé d'explorer toutes les voies possibles qui permettent de résoudre ce problème. Lorsque, à juste titre, nous nous lamentons parce que aucune solution n'est encore intervenue, n'oublions pas complètement que sans les efforts de ces hommes et de ceux qui les aident la situation pourrait être encore pire.

136. De l'avis de ma délégation et de mon gouvernement, la base d'une solution réside dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Dans cette résolution, tous les problèmes fondamentaux sont mis en évidence et toutes les conditions pour un retour à la normale sont indiquées. Elle est d'une importance si cruciale et fondamentale que je dois brièvement en rappeler les points principaux. En premier lieu, il doit y avoir un "retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés pendant la guerre de juin 1967". Cette phrase de la résolution est simple, claire, sans

ambiguïté et impossible à interpréter autrement que dans le sens ordinaire des mots qu'elle emploie. Elle signifie qu'avant la guerre de juin 1967 il y avait des territoires distincts et bien connus appartenant aux Etats arabes qui, pendant cette guerre, ont été occupés par les forces armées d'Israël. En conséquence, cette résolution exige qu'Israël retire ses forces armées de ces territoires.

137. Nous avons relevé avec consternation dans le rapport du Secrétaire général du 30 novembre 1971 que le Gouvernement d'Israël avait, le 26 février 1971, déclaré à l'ambassadeur Jarring : "Israël ne se retirera pas jusqu'aux lignes antérieures au 5 juin 1967." [A/8541, annexe III.] Le refus du retrait signifie l'occupation et l'occupation, si elle se prolonge, signifie l'acquisition ou l'annexion de territoires par la force, ce que, j'en suis convaincu, cette grande assemblée ne peut envisager avec plaisir ni accepter sans blâme.

138. Deuxièmement, la résolution, entre autres choses, demande "respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région". Ce sont là des exigences réciproques. Elles s'adressent aussi bien à Israël qu'aux Etats arabes. Il serait insensé de s'attendre qu'une partie au différend honore ces exigences alors que l'autre partie les défie. La souveraineté et l'intégrité territoriale d'Israël doivent être aussi réelles et concrètes que celles de l'Egypte et de la Jordanie. Nous savons que la souveraineté est le bien exclusif de l'Etat qui la possède et à partir du moment où vous occupez une partie de cet Etat, non seulement vous contrevenez à l'intégrité de cet Etat, mais encore vous empiétez sur sa souveraineté et sur son indépendance politique. Nous pensons que c'est là une affirmation trop claire pour que l'on conteste que l'occupation de territoires arabes par Israël contrevient à cette disposition de la résolution du Conseil de sécurité.

139. Cette partie de la résolution reconnaît également le droit de chaque Etat "de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force". Nous ne pouvons manquer de comprendre la crainte réelle d'Israël et son désir d'avoir des frontières sûres et reconnues. Le fait pour un petit Etat comme Israël d'être entouré par des nations arabes relativement grandes et apparemment hostiles rend absolument nécessaire pour sa survie que ses frontières soient sûres afin que son peuple puisse vivre en paix. Ne pas reconnaître ces faits n'est pas seulement un manque de réalisme, c'est aussi un obstacle à la recherche d'une solution juste et durable de ce problème. La question que nous devons donc nous poser et à laquelle nous devons répondre est celle-ci : l'occupation des territoires arabes entourant Israël par les forces armées de ce pays est-elle la seule manière pour Israël d'avoir des frontières sûres, à l'abri de menaces ou d'actes de force ?

140. Il est significatif que l'ambassadeur Jarring dans sa communication aux Gouvernements d'Israël et de la République arabe d'Egypte ne considère pas que la solution israélienne, à savoir l'occupation, soit la bonne. Ma délégation estime que les propositions faites par l'ambassadeur Jarring à la République arabe d'Egypte et à Israël fournissent une base saine pour la solution de ce problème. Il y est demandé l'établissement de zones démilitarisées le long des frontières et à des distances égales et la mise sur pied d'une

force de maintien de la paix des Nations Unies à laquelle les quatre membres permanents du Conseil de sécurité participeraient. Ces propositions, parmi d'autres, devraient être acceptées par l'Egypte et Israël et auraient pour conséquence le retrait des forces armées du Sinaï et de la bande de Gaza. Nous sommes convaincus que ces propositions ainsi que celles qui figurent dans l'aide-mémoire dont j'ai parlé plus haut représentent la base la plus prometteuse pour arriver à une solution qui permettrait à Israël de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force.

141. A cette étape, dans la communauté mondiale, nous ne pouvons adhérer à la thèse que, dans le cas d'un conflit ou d'un différend international entre deux ou plusieurs Etats, les Nations Unies ne sont pas en mesure d'assurer la sécurité par le mécanisme de maintien de la paix à l'une ou à plusieurs des parties victimes. Affirmer le contraire, c'est porter en germe notre propre dissolution, d'abord celle des petits pays, puis celle des supernations.

142. Troisièmement, la résolution du Conseil de sécurité affirme la nécessité de "garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région". Je viens de l'Ouganda, en Afrique orientale, où la route maritime la plus courte vers toute l'Europe et l'Amérique du Nord passait par le canal de Suez. Je parle de la question en tant que personne directement et défavorablement affectée par la fermeture du canal de Suez. Un coup d'oeil sur la carte de l'Afrique suffit à constater tout de suite que tous les pays d'Afrique orientale ont éprouvé un désavantage économique considérable par suite de la fermeture du canal. Nos exportations, nos importations non seulement demandent plus de temps pour arriver à destination par mer, mais encore, dans bien des cas, les frais de transport plus élevés, du fait qu'il faut passer par la voie plus longue du cap de Mauvaise-Espérance — je tiens à l'appeler ainsi —, jouent en notre défaveur.

143. Je suis persuadé que la République arabe d'Egypte et Israël ont aussi beaucoup perdu à la fermeture du canal. La tragédie est plus grande encore lorsque nous pensons que ce que nous avons perdu en raison de la fermeture du canal a été gagné par le régime de l'*apartheid* sud-africain, qui s'enrichit économiquement grâce aux bateaux qu'il a fallu détourner vers le sud. Assurément, cela ne peut pas contribuer à la lutte d'indépendance et à l'attaque montée contre l'*apartheid* en Afrique australe, puisque le régime de l'*apartheid* en Afrique du Sud en sort renforcé.

144. Le deuxième élément qu'affirme la résolution est la nécessité de "réaliser un juste règlement du problème des réfugiés". A ce propos, je voudrais rappeler que lord Caradon, ancien représentant permanent du Royaume-Uni auprès des Nations Unies, a dit en 1969 à la Commission politique spéciale que "les réfugiés de Palestine sont les victimes d'une injustice que l'on ne doit jamais accepter ou admettre"³.

145. Le paragraphe 2 de l'Article 1 de la Charte énonce, comme l'un des buts et principes des Nations Unies, "le

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Commission politique spéciale, 676ème séance*, par. 21.

respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes". Pour moi, cela veut dire qu'il n'y a pas lieu de tenir compte de leur couleur, de leur religion ou de leur pays. Nous ne pouvons pas passer sous silence ces principes lorsque nous nous penchons sur la situation des réfugiés de Palestine.

146. En outre, la résolution affirme la nécessité de garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région par des mesures comprenant notamment la création de zones démilitarisées. J'ai déjà indiqué et commenté notre point de vue sur cet aspect de la question. Pour atteindre ces objectifs, l'Organisation de l'unité africaine a pris l'initiative, par son comité de 10 chefs d'Etat, d'aider M. Jarring à mettre en oeuvre la résolution 242 (1967) en se rendant en Israël et dans la République arabe d'Egypte aux fins de discussion. Ma délégation rend un vibrant hommage à cette initiative africaine. Nous approuvons l'esprit qui l'a motivée ainsi que le rapport et les constatations de ces chefs d'Etat.

147. Ma délégation appuiera les mesures que prendra l'Assemblée afin de mettre en oeuvre la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et qui seront destinées à réaliser une solution juste et durable du problème. Mon pays a d'excellentes et utiles relations avec Israël. Nous avons eu des liens historiques divers avec la République arabe d'Egypte; nous sommes l'un et l'autre membres de l'Organisation de l'unité africaine. En conséquence, nous tenons à ce que les deux parties règlent ce douloureux différend et vivent en paix.

148. Je crois que nous avons le choix entre deux options : ou bien nous acceptons la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et nous la mettons en oeuvre, ou bien nous prions le Conseil de sécurité d'adopter une autre résolution, révoquant ou modifiant la résolution antérieure, et nous nous engagerons alors dans cette voie. Rien dans la pratique ou dans la jurisprudence du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée ne nous empêche de modifier ou de révoquer une décision précédente. Mais tant que les dispositions antérieures restent en vigueur, tant que cette résolution du Conseil de sécurité reste rédigée en termes clairs et dépourvus d'équivoque, nous sommes convaincus que nous devons la mettre en oeuvre. Nous avons le devoir de le faire; si nous ne le faisons pas, nous aurons failli à nos responsabilités.

149. M. KAMIL (Indonésie) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a été très peinée ce matin en apprenant la mort de M. Ralph Bunche. Permettez-moi d'adresser, en son nom, nos condoléances les plus émuees à la famille du défunt, au Secrétaire général et à la délégation des Etats-Unis.

150. Les résolutions des années passées n'ayant pas été entendues, l'Assemblée générale est appelée de nouveau à examiner la situation au Moyen-Orient. Il existe diverses façons d'aborder le problème en ses multiples aspects. C'est ce qu'a montré récemment la discussion en Commission politique spéciale consacrée à l'un de ces aspects. Cependant, l'occupation de terres arabes par Israël constitue l'obstacle majeur à la cessation des hostilités entre Israël, d'une part, l'Egypte, la Jordanie, la Syrie et les autres nations arabes, de l'autre. On se souviendra qu'il y a

quelques jours seulement, à une majorité écrasante, l'Assemblée générale est venue à bout d'un autre problème en rejetant le recours à la force pour résoudre les différends et en réaffirmant l'inadmissibilité de toute occupation de territoires étrangers.

151. Ces principes fondamentaux s'appliquent avec une validité égale à la situation au Moyen-Orient. L'accumulation d'armes dans la région, qui reflète la rivalité de puissances extérieures et aggrave une situation déjà tendue, milite en faveur d'une action urgente et décisive.

152. Ma délégation espère que les délibérations de l'Assemblée générale s'inspireront d'un esprit de justice et de conciliation. Nous espérons qu'ainsi elles ne nuiront pas à la cause de la paix, ne provoqueront pas un durcissement des positions, ne compromettront pas la diplomatie "discrète" et ne porteront pas atteinte aux prérogatives du Conseil de sécurité. Nous connaissons tous la virulente méfiance mutuelle que se portent les parties au conflit, les faits brutaux, les attitudes qui semblent parfois immuables. Ne recommençons donc pas à nous complaire dans ces attitudes négatives; cherchons au contraire, et de façon positive, à dégager une solution.

153. Depuis le début des troubles au Moyen-Orient, qui remonte à 1947, le gouvernement de mon pays, l'Indonésie, a saisi maintes occasions pour faire connaître sa position face à cette crise qui, aujourd'hui, représente peut-être la menace la plus grave à la sécurité internationale. Tout récemment encore, à la présente session de l'Assemblée, le chef de ma délégation a dit :

"... le refus catégorique d'Israël d'appliquer les conditions essentielles de paix telles qu'elles sont énoncées dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité reste la cause principale de la situation toujours aussi explosive qui règne dans la région." [1962ème séance, par. 64.]

154. Que nous examinions la situation actuelle à la lumière de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité ou à la lumière de la résolution 2628 (XXV) de l'Assemblée générale, ou encore de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale [résolution 2734 (XXV)] ou de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV)], nous ne pouvons que constater qu'Israël reconnaît ces documents et les principes qui y sont exposés plus pour les violer que pour les respecter.

155. La résolution 2628 (XXV) adoptée l'an dernier par l'Assemblée générale adressait un appel aux parties directement intéressées pour qu'elles poursuivent leur recherche d'un règlement pacifique se fondant sur la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Un tel règlement suppose tout naturellement la reprise de la mission Jarring. L'Egypte a réagi positivement, mais Israël a répondu de manière ambiguë. L'appel a donc été réduit à néant au début de cette année, mais il continue de nous indiquer la voie la plus raisonnable à suivre et devrait être répété. On voudrait espérer qu'il sera accueilli aussi cordialement à Tei-Aviv qu'il l'a été au Caire.

156. La déception et l'impatience des Nations Unies face à la situation au Moyen-Orient se trouvent accrues du fait que

le vingt-cinquième anniversaire de notre organisation a fourni à l'Assemblée générale l'occasion d'adopter deux déclarations importantes, l'une sur le renforcement de la sécurité internationale et l'autre sur les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. Au premier rang des principes énoncés dans ces déclarations figure celui du non-recours à la force ou de la menace du recours à la force contre l'intégrité territoriale ou l'unité d'un Etat quel qu'il soit. Les Etats ne doivent pas être occupés par la force; et les gains territoriaux conquis par la force ne sauraient être légitimés. Le renforcement de la sécurité internationale exige que les Etats utilisent toutes les méthodes et tous les moyens prévus par la Charte pour régler pacifiquement leurs différends. Or Israël démontre par ses actes que, s'il est prêt à reconnaître ces principes, il n'est nullement disposé à les mettre en oeuvre.

157. La situation au Moyen-Orient a, pendant trop longtemps, inquiété les Nations Unies sans qu'il ait été possible de lui trouver une solution. Le début de cette "tragique erreur", comme le représentant de l'Algérie l'a si bien définie, remonte au plan de partage de la Palestine inscrit dans la résolution 181 (III) adoptée en 1947 par l'Assemblée générale. L'Assemblée avait alors l'intention de créer deux Etats, un Etat arabe et un Etat juif, et de placer la ville de Jérusalem sous un régime international permanent. Mais déjà à cette époque, d'aucuns eurent la sagesse de conseiller que la question de la Palestine fût dissociée du problème des réfugiés juifs d'Europe. En liant les deux questions, les partisans de la création d'un Etat juif en Palestine n'ont pas vu le rapport plus impératif, le rapport inexorable existant entre les événements de Palestine et la tendance vers le nationalisme dans tous les pays colonisés du monde. Comme on le dit, les arbres empêchaient de voir la forêt. L'Etat d'Israël a été créé et on a pensé alors que l'on apporterait du même coup une solution définitive au problème des réfugiés juifs. En réalité, la solution trouvée pour une catégorie de réfugiés portait en elle les germes d'un autre problème de réfugiés, dont nous connaissons maintenant les conséquences tragiques.

158. En 1948, alors que le nouvel Etat d'Israël faisait ses premiers pas, il a donné au monde une idée de ses ambitions territoriales. Les Arabes palestiniens sont devenus des émigrés, des déportés, des réfugiés — tristes mots qui ne suffisent pas à exprimer toute la tristesse du sort de ces malheureux. Un armistice a suscité l'arrêt provisoire des hostilités. Des lignes d'armistice ont été établies, qui se sont durcies par la suite. La situation a été temporairement stabilisée, mais le problème fondamental n'a pas trouvé de solution.

159. Dans sa résolution 194 (III), l'Assemblée générale a demandé à Israël d'indemniser les réfugiés qui avaient fui leurs foyers, ou de leur permettre d'y revenir. On ne peut songer à aucun droit plus fondamental que celui de tout homme de posséder un foyer. La Déclaration universelle des droits de l'homme déclare, en son article 13 : "Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays." Ce droit s'applique plus qu'à quiconque aux Palestiniens qui ont été contraints à un dur exil. Or, jusqu'ici, il n'a été prévu ni indemnité ni rapatriement.

160. En 1967, Israël a décidé d'occuper le territoire de trois pays arabes, y compris le secteur jordanien de Jérusalem. Réunie en session extraordinaire, l'Assemblée a adopté la résolution 2253 (ES-V), dans laquelle elle demandait à Israël "de rapporter toutes les mesures déjà prises et de s'abstenir immédiatement de toute action qui changerait le statut de Jérusalem". Plus tard, au cours de la même session extraordinaire, une autre résolution [2254 (ES-V)] a été adoptée, déplorant qu'Israël ne se soit pas conformé à la première résolution. A ce jour, Israël ne l'a toujours pas respectée. Les derniers événements qui se sont déroulés à Jérusalem font ressortir la mauvaise volonté d'Israël lorsqu'il s'agit de respecter le paragraphe 5 de la résolution 298 (1971) du Conseil de sécurité qui envisage l'envoi d'une mission de visite à Jérusalem. Les déclarations émanant de membres du Gouvernement israélien précisent que, pour eux, le statut de Jérusalem n'est pas négociable.

161. Israël a repoussé toute intervention de la communauté internationale concernant le retrait des territoires occupés. Israël a manifesté son mépris pour la communauté internationale en la plaçant devant des faits accomplis et en agissant unilatéralement. Un tel défi des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, une telle absence de coopération en dépit des nombreux efforts du Secrétaire général, n'est-ce pas là une attitude que l'on peut considérer comme constituant l'obstacle majeur sur la voie des négociations ?

162. Pour ce qui est de l'initiative, désormais fameuse, prise par M. Jarring au début de cette année, le Secrétaire général, U Thant, nous a dit que "... la République arabe unie" — c'est-à-dire l'Egypte — "accepterait les engagements spécifiques qui lui étaient demandés ..." ⁴ mais que "... le Gouvernement israélien n'a pas répondu à ce jour à la requête de M. Jarring ..." ⁵.

163. La réponse d'Israël est arrivée par la suite. Il y était dit que les négociations devaient avoir lieu "sans conditions préalables". Dans les déclarations faites au cours de sa récente visite aux Etats-Unis, le Premier Ministre d'Israël a réitéré ce refus de préalables; et le Ministre des affaires étrangères d'Israël a répété la même chose à l'Assemblée générale, il y a quelques jours seulement [2000ème séance].

164. Combien de fois la formule "sans préalables" a-t-elle été employée pour couvrir la profusion de conditions préalables qu'Israël présente pour la reprise des négociations ? Ce qui doit être clair, c'est qu'exiger le retrait de forces armées des territoires qu'elles ont conquis et illégalement occupés n'est pas imposer un préalable, au sens propre du terme, mais bien assurer le retour à un état de justice sans lequel les négociations sur "des frontières sûres et reconnues" ne seraient qu'une formalité destinée à faire accepter un fait accompli.

165. En commentant la situation explosive au Moyen-Orient, d'autres organisations importantes en dehors des Nations Unies ont appelé l'attention sur la question des territoires occupés, y voyant le problème le plus urgent de

⁴ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément de janvier, février et mars 1971, document S/10070/Add.2, par. 9.

⁵ Ibid., par. 14.

tous. La réunion consultative des Ministres des affaires étrangères du groupe des pays non alignés a réaffirmé les décisions de la Conférence de Lusaka⁶, tandis qu'à sa septième session ordinaire la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a adopté la résolution AHG/Res.66 (VIII)⁷ sur "la poursuite de l'agression contre la République arabe unie", par laquelle elle exprimait son inquiétude devant l'occupation par Israël de territoires égyptiens et demandait que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité soit pleinement exécutée. La délégation indonésienne apprécie à leur juste valeur les efforts déployés par la mission de paix de l'OUA, qui vient d'achever ses travaux, et nous espérons sincèrement que les efforts de cette mission pour combler le fossé entre les deux parties permettront la relance des démarches de M. Jarring en vue d'assurer l'application de la résolution 242 (1967). La délégation indonésienne partage la conviction générale selon laquelle la résolution 242 (1967) offre un schéma de paix équilibré, équitable et modéré, un modèle de compromis face à une situation qui, depuis si longtemps, défie tous les efforts des Nations Unies pour trouver une solution juste, acceptable par les deux côtés.

166. Pour Israël, la résolution 242 (1967) contient une promesse précise — et je la cite dans ses propres termes :

"Cessation de toutes assertions de belligérance... et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force".

167. Ma délégation tient à souligner que le texte garantit le droit à l'existence à tous les Etats de la région et reconnaît la nécessité de frontières sûres et reconnues, à telle enseigne qu'on ne saurait le considérer comme déséquilibré ou unilatéral.

168. Le Ministre des affaires étrangères du Sénégal a dit avec éloquence à ce sujet, dans son intervention du 7 décembre :

"...il faut convenir que les Etats ont ordinairement recours, sans annexion territoriale, à des dispositifs offrant des garanties suffisantes pour assurer leur sécurité. Je crois que, d'un côté comme de l'autre, l'on ne peut pas songer... à s'attribuer le droit, au nom des impératifs de sa défense, de s'emparer des territoires relevant de la souveraineté d'un autre Etat." [2002ème séance, par. 14.]

169. Ma délégation reprend pleinement à son compte cette déclaration. Il est inadmissible qu'un Etat, et à plus forte raison un Membre de notre organisation, entreprenne de changer le statut d'un territoire quel qu'il soit ou d'en rectifier les frontières unilatéralement par l'emploi de la force. Ce principe, qui forme la base même des relations

amicales entre les Etats, est tristement mis à l'épreuve au Moyen-Orient.

170. Comme la résolution 242 (1967) a été universellement acceptée en tant que formule pour la solution du problème du Moyen-Orient, le mécanisme prévu en vue d'un règlement final existe et a déjà été mis en place. M. Jarring nous a fourni la formule des "engagements parallèles et simultanés", qui semble à ma délégation éminemment juste. Nous ne pouvons que conclure qu'il existe manifestement un manque de volonté politique de la part d'Israël, et peut-être aussi de certaines autres nations. Il incombe au Conseil de sécurité, et particulièrement à ses membres permanents, de retracer à leurs sources ces absences de volonté politique et de redoubler d'efforts pour obtenir que soit appliquée la résolution 242 (1967). Le refus d'un Etat d'accepter cette résolution — en fait, d'accepter toute une série de résolutions qui remontent à 1948 — a prolongé le cours tortueux du conflit au Moyen-Orient. La médiation de M. Jarring, fondée sur les principes de la résolution 242 (1967), reste le moyen le plus largement accepté pour rétablir la paix au Moyen-Orient.

171. La situation au Moyen-Orient est lourde de dangers politiques qui menacent d'exploser à tout moment. Pour pallier ces dangers, il peut désamorcer la situation en en supprimant les causes, dont la principale est l'occupation illicite des territoires arabes.

172. De l'avis de ma délégation, il ne reste que deux possibilités. Ou bien — et c'est de loin la solution la meilleure pour tous les intéressés — Israël prouve son intention d'appliquer la résolution 242 (1967) et les autres résolutions pertinentes sur le Moyen-Orient en ne refusant plus sa coopération à M. Jarring et en retirant ses forces des territoires occupés. Ou bien, le Conseil de sécurité se saisit de l'initiative et recherche lui-même les moyens de rectifier la situation, y compris parmi les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte.

173. Il est indispensable de fournir une preuve de l'efficacité du Conseil de sécurité et de rétablir la confiance des peuples du monde dans l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de paix. Nous ne devons pas partir de cette donnée erronée que la crise au Moyen-Orient, parce qu'elle dure depuis plus de 20 ans, n'est pas extrêmement urgente. En dépit du sentiment de lassitude que d'aucuns peuvent éprouver, nous ne devons pas nous dérober à nos responsabilités. L'adversité fait parfois appel à ce qu'il y a de meilleur dans l'esprit humain; aussi j'ose espérer que les Nations Unies trouveront la sagesse et la volonté politique nécessaires pour mettre fin au conflit qui afflige une très vieille terre et pour apporter à tous la paix dans la justice.

174. La résolution 242 (1967) a été louée par tous les Etats sauf un. Les grandes puissances, les membres permanents du Conseil de sécurité, en votant pour cette résolution en 1967, en ont souligné le caractère juste et équilibré. Elle a été adoptée par le Conseil de sécurité, organe principalement responsable du maintien de la paix et de la sécurité. A maintes reprises, elle a été réaffirmée par l'Assemblée générale. Ma délégation tient à faire valoir que cette résolution 242 (1967) porte en elle toute l'autorité des Nations Unies et que de sa mise en oeuvre dépend la dignité de notre organisation mondiale ainsi que le sort

⁶ Troisième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Lusaka (Zambie) du 8 au 10 septembre 1970.

⁷ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément de juillet, août et septembre 1971*, document S/10272.

même de la paix ou de la guerre au Moyen-Orient. C'est pourquoi nous estimons que les Nations Unies se doivent de n'épargner aucun effort pour amener toutes les parties intéressées à coopérer avec M. Jarring honnêtement et résolument pour la mise en oeuvre de cette résolution. Si la persuasion échouait, il resterait le Chapitre VII de la Charte, seul moyen de rétablir l'autorité de cet auguste aréopage. A l'Assemblée générale d'indiquer le chemin à suivre.

175. L'heure est grave et il est tard; la question est nette et la réponse doit être immédiate. L'Assemblée doit prendre une décision sous peine de se voir accuser d'éluder ses responsabilités, car le moment d'agir est venu.

176. M. OGISO (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Qu'il me soit permis, tout d'abord, de m'associer à ce qu'ont dit avant moi d'autres délégations et d'exprimer à mon tour de sincères condoléances à l'occasion du décès de M. Bunche, dont la grande contribution aux efforts de paix au Moyen-Orient demeure très présente et très vive dans notre mémoire.

177. Depuis que nous avons discuté de la question du Moyen-Orient à la précédente session de l'Assemblée générale, en fait depuis que le Conseil de sécurité s'est réuni pour établir la formule de base d'un règlement juste et durable, en novembre 1967, on n'a pratiquement enregistré aucun progrès dans les efforts de paix au Moyen-Orient.

178. En particulier, malgré deux grandes initiatives de l'année dernière, l'une émanant des Etats-Unis d'Amérique et ayant pour objet la conclusion d'un accord intérimaire portant réouverture du canal de Suez, l'autre, plus récente, étant l'envoi d'une mission d'enquête par l'Organisation de l'unité africaine, les faibles espoirs que nous pouvions entretenir quant au règlement pacifique de la question du Moyen-Orient ne se sont pas précisés, à notre grand regret.

179. Il ne fait aucun doute que ces louables initiatives de paix, qui s'inspirent d'une bonne volonté authentique, s'inscrivent parfaitement dans le cadre de la mission Jarring et devraient mener à la relance de cette mission.

180. Malheureusement, ces efforts n'ont pas encore porté fruit et n'ont fait qu'aggraver l'irritation et la frustration des parties intéressées. L'impuissance de l'Organisation des Nations Unies à jouer son rôle de défenseur de la paix dans une affaire aussi importante a beaucoup nui à la confiance qu'on lui porte. Le Japon, qui siégeait au Conseil de sécurité au moment où celui-ci a adopté la résolution 242 (1967), en est particulièrement attristé et déçu.

181. Nous partageons sincèrement l'inquiétude et la grave préoccupation qu'exprime le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation :

"Il n'est pas possible de prédire combien de temps ce calme durera, mais, à mon avis, il ne fait guère de doute que, si la présente impasse dans la recherche d'un règlement pacifique persiste, de nouveaux combats éclateront tôt ou tard. Etant donné que les parties ont profité de la présente accalmie pour renforcer considérablement leur potentiel militaire, il n'est que trop probable que la prochaine série de combats sera plus violente et plus dangereuse que les précédentes; de plus, on peut toujours

craindre qu'il ne soit pas possible de la limiter aux antagonistes actuels et même au Moyen-Orient." [A/8401/Add.1, par. 221.]

182. Les nouvelles parues récemment dans la presse sur l'aggravation de la situation et la tension croissante de part et d'autre du canal de Suez sont inquiétantes et semblent corroborer les prédictions assez sombres du Secrétaire général.

183. Ma délégation estime qu'il est indispensable que les parties ne négligent aucune occasion de parvenir à un règlement pacifique et concerté du conflit qui les oppose, malgré les obstacles redoutables qui se dressent sur leur chemin. Or nous croyons que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, si elle est dûment mise en oeuvre, offre précisément la base et le cadre nécessaires à un tel accord.

184. Permettez-moi, Monsieur le Président, de détailler certains des éléments essentiels de la politique japonaise en ce qui concerne la question du Moyen-Orient.

185. En premier lieu, le Japon s'oppose catégoriquement et sans aucune équivoque à l'acquisition de territoires par la force et, de ce fait, demande à Israël de retirer ses forces armées des territoires occupés au cours du conflit de juin 1967. Il convient cependant d'ajouter que lorsque les parties seront convenues de l'étendue et des modalités du retrait, celui-ci pourrait être entrepris par étapes fixées de commun accord, et pas nécessairement d'un seul coup.

186. A ce propos, ma délégation juge particulièrement pertinent de rappeler une vérité première : l'occupation d'un territoire par des forces armées étrangères, pour bienveillante qu'elle soit, se révèle toujours à la longue désagréable et pénible pour la population. Tant que persiste l'occupation militaire, les malentendus, les frottements et, dans les cas les plus graves, la violence et les violations des droits de l'homme sont inévitables, comme l'histoire nous le montre.

187. Ma délégation en appelle sincèrement à toutes les parties intéressées et leur demande, en tenant soigneusement compte des délicats facteurs psychologiques en jeu, de faire preuve de toute la magnanimité et de tout l'esprit d'accommodement voulus pour qu'un dialogue puisse s'amorcer entre elles. A ce propos, il serait fort utile, pour rompre l'impasse actuelle, qu'Israël déclare de manière directe qu'il accepte de se retirer des territoires qu'il a occupés au cours de la guerre de 1967.

188. En deuxième lieu, ma délégation estime que tous les Etats du Moyen-Orient devraient connaître une souveraineté, une intégrité territoriale et une indépendance politique entières et avoir le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force. A cette fin, il conviendrait d'élaborer des garanties internationales assez efficaces pour rétablir la confiance entre les parties.

189. En troisième lieu, le principe de la liberté de navigation par les voies d'eau internationales de la région doit être appliqué avec impartialité à toutes les parties intéressées et des mesures efficaces garantissant ce droit doivent être mises en oeuvre. Le Japon appuie la proposi-

tion de règlement partiel que constituerait la réouverture du canal de Suez dans le cadre du règlement général envisagé par la résolution 242 (1967).

190. En quatrième lieu, le règlement du problème des réfugiés est un élément indispensable de la solution de la question du Moyen-Orient.

191. En juin dernier, le Gouvernement japonais a annoncé sa décision d'augmenter sensiblement sa contribution à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour l'exercice en cours et de verser une contribution spéciale sous forme d'envois de riz japonais.

192. Ma délégation réitère la promesse que nous avons faite de continuer à participer à cette oeuvre humanitaire; le montant de notre assistance reflète du reste la préoccupation et la sympathie que nous inspirent les réfugiés. Nous nous proposons d'étendre notre coopération à d'autres domaines, tels que la formation professionnelle et l'enseignement, dans le cadre des programmes administrés par l'Office, l'UNESCO et autres institutions internationales, dans la conviction que ce sont précisément les activités de cette nature qui permettront en définitive de résoudre le problème des réfugiés.

193. Ma délégation juge opportun de saisir cette occasion pour adresser un nouvel et pressant appel à tous les Etats Membres, et surtout aux Etats qui n'ont pas encore versé de contribution mais ont les moyens de le faire — cela s'adresse entre autres à certains des membres permanents du Conseil de sécurité — et les engager à manifester leur sympathie aux réfugiés de Palestine non point simplement en paroles, mais en actes, c'est-à-dire en apportant une aussi large contribution que possible à l'Office afin d'alléger le sort tragique et les souffrances que connaissent depuis une génération les innocents réfugiés de Palestine.

194. En cinquième lieu, nous estimons que dès que les deux parties se seront mises d'accord sur les conditions fondamentales d'un règlement de paix, il faudra établir des zones démilitarisées partout où cela se révélerait indispensable pour le maintien de la paix, et envoyer sur place les effectifs minimaux d'une force des Nations Unies en tant que garantie internationale du maintien de la paix dans la région.

195. Afin de trouver la clef d'un règlement d'ensemble de la situation du Moyen-Orient dans le sens que je viens d'indiquer, il conviendrait de relancer la mission Jarring le plus tôt possible, et toutes les parties intéressées devraient être invitées à coopérer pleinement avec M. Jarring dans la recherche d'un règlement pacifique.

196. La délégation du Japon espère très sincèrement que toutes les parties en cause, aussi bien les Etats arabes qu'Israël, donneront leur appui total au représentant spécial du Secrétaire général dans l'accomplissement de sa mission de paix et auront pleine confiance en son impartialité et en sa bonne volonté. Nous avons aussi l'ardent espoir que tous les Etats Membres, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité, continueront à jouer un rôle actif en ce qui concerne la mise en oeuvre de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

197. La délégation du Japon demande solennellement à toutes les parties de bien comprendre qu'aux yeux de l'opinion publique mondiale le rétablissement de la paix est une affaire urgente, hautement prioritaire, qui ne se prête ni à la polémique ni à la rhétorique.

198. Forte de l'appui de l'opinion publique mondiale, l'Assemblée générale devrait réaffirmer dans son intégralité la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et demander que soit reprise la mission Jarring en même temps que se poursuive la recherche de tous autres moyens et possibilités pratiques pouvant amener au même but.

199. C'est dans cet esprit que ma délégation appuiera tout projet de résolution constructif qui tienne compte des éléments que je viens d'exposer dans l'espoir qu'un tel texte aura la faveur de l'écrasante majorité des Etats Membres, y compris toutes les parties intéressées.

200. M. BARNES (Libéria) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation du Libéria partage le sentiment de douleur qu'a provoqué le décès de M. Ralph Bunche, dont l'intégrité était sans reproche et dont les qualités humaines n'ont jamais toléré le moindre compromis de conjoncture.

201. Depuis quelque temps déjà, l'attention du Gouvernement du Libéria avait été sollicitée par la situation regrettable au Moyen-Orient, à laquelle il porte un intérêt douloureux. Que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale aient été saisis de la question depuis l'origine du conflit, cela me semble bien souligner le désir ressenti aussi bien par l'Egypte que par Israël de mettre en harmonie les intérêts contraires que la question suscite, et ce avec l'aide des Nations Unies. Dans ces conditions, nous devrions nous efforcer sincèrement d'adopter à l'égard de ce problème une attitude constructive plutôt que de prendre parti à son sujet, ce qui ne pourrait qu'attiser les flammes du conflit. L'Egypte a le droit absolu de jouir d'une souveraineté entière sur son territoire, permettant ainsi à son peuple de mener une existence de paix, de prospérité et de bonheur. Israël a droit à des frontières sûres et reconnues, permettant ainsi à son peuple de connaître une vie de paix, de prospérité et de bonheur.

202. Bien que sur le plan géographique nous soyons loin de la zone du conflit, mon gouvernement, qui du reste a les relations les plus amicales avec l'Egypte et avec Israël, est profondément intéressé et préoccupé par un règlement pacifique et durable de la situation qui règne actuellement au Moyen-Orient; je dirai même que nous sommes engagés en la matière.

203. Nous devons reconnaître que ce qui est incompatible avec l'exercice de la pleine souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat restera une source constante de frictions et de conflits, à moins d'être éliminé. Tous les Etats aspirent à juste titre à une indépendance complète, entière et sans entraves et à la jouissance de tous les attributs découlant de l'indépendance. Les Nations Unies, à cet égard, doivent s'efforcer de jouer un rôle directeur et constructif en introduisant avec courage les nouvelles notions qui ont été tracées dans notre charte, cette charte qui deviendra réalité seulement dans la mesure où nous mettrons en pratique, dans notre monde actuel, ses objectifs et ses principes afin de venir à bout des forces

puissantes qui se manifestent de toutes parts. A mon avis, c'est dans ce cadre qu'il convient d'examiner la question brûlante du Moyen-Orient.

204. Comme on l'a déclaré précédemment, l'attention du Gouvernement du Libéria s'est portée avec une appréhension croissante sur la tension sans cesse accrue et, par moments, les conflits au Moyen-Orient; ce qui nous a particulièrement inquiétés, c'est l'absence de toutes négociations propres à aboutir à un prompt règlement de ces tensions et de ces conflits. Le Libéria considère le maintien de la paix et le règlement pacifique des différends non seulement comme une condition primordiale de son bien-être et de son développement propres, mais également comme importante pour le bien-être et le développement de tous les Etats qui ont adhéré à la Charte des Nations Unies. Nous sommes donc peiné de voir des Etats Membres des Nations Unies se dresser les uns contre les autres, surtout lorsqu'il s'agit d'Etats avec lesquels, je tiens à le préciser, le Libéria entretient des relations très cordiales.

205. C'est dans cet esprit que le Président du Libéria, M. William R. Tolbert, Jr., n'a ménagé aucun effort pour être présent à Dakar, au Sénégal, afin de participer aux travaux du Comité des 10 chefs d'Etat africains désignés par l'Organisation de l'unité africaine, afin d'assurer la reprise des négociations entre les parties, c'est-à-dire entre l'Egypte et Israël, sous les auspices de l'ambassadeur Jarring.

206. Un sous-comité de quatre membres, composé des chefs d'Etat du Sénégal, du Cameroun, du Zaïre et du Nigéria a entrepris une étude approfondie du problème, a tenu des réunions au Caire et à Jérusalem et, après avoir achevé son travail, a présenté ses conclusions au Comité. Celui-ci, après avoir soigneusement étudié les conclusions, a approuvé le texte d'un mémorandum qui a été envoyé au Président de l'Egypte et au Premier Ministre d'Israël. Ce mémorandum énonçait les positions respectives des deux parties intéressées, telles qu'elles avaient été communiquées au Sous-Comité des Quatre et comprises par celui-ci, au cours des visites qu'il avait effectuées à Jérusalem et au Caire.

207. Je me permettrai d'énoncer la position égyptienne :

"1. L'Egypte accepte de procéder à des négociations indirectes sous les auspices de l'ambassadeur Jarring en vue de l'application, dans sa totalité, de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et de l'application des propositions que l'ambassadeur Jarring a pris l'initiative de formuler le 8 février en faveur de la conclusion d'un accord de paix.

"2. L'Egypte est prête à prendre les arrangements nécessaires en vue de la réouverture du canal dès qu'Israël procédera à la première étape du retrait de ses troupes, procédure dont le Président de la République a souligné qu'elle était conforme aux termes de l'aide-mémoire et à condition qu'Israël réponde positivement à l'aide-mémoire de l'ambassadeur Jarring daté du 8 février 1971.

"3. L'Egypte accepte que des frontières sûres et reconnues soient définies dans l'accord de paix conformément à la résolution de l'OUA qui prévoit le retrait des forces israéliennes de tous les territoires arabes sur les

lignes du 5 juin 1967 et en respectant les frontières spécifiées dans l'aide-mémoire de l'ambassadeur Jarring qui insiste sur la nécessité du retrait des forces israéliennes sur les frontières internationales de l'Egypte.

"4. L'Egypte accepte les garanties de paix suivantes :

"a) Garanties de l'Organisation des Nations Unies;

"b) Création de zones démilitarisées de part et d'autre des frontières;

"c) Présence de forces internationales en certains points stratégiques.

"5. L'Egypte accepte le stationnement de forces internationales à Charm El-Cheikh pour garantir la liberté de navigation dans le détroit de Tiran⁸."

208. La position israélienne est la suivante :

"a) Israël accepte de reprendre les négociations sans conditions préalables sous les auspices de M. Jarring dans le cadre de la résolution 242 (1967) pour aboutir à un accord de paix. Cet engagement a été donné à M. Jarring en août 1970.

"b) Israël accepte de rechercher la conclusion d'un accord sur le canal de Suez, dont les détails seront négociés et convenus. Au cours de la négociation de cet accord, nous serions disposés à discuter des mesures tendant à assurer le contrôle et le respect d'un accord sur le canal de Suez.

"c) Israël accepte que les frontières sûres et reconnues soient définies par négociation entre les parties et énoncées dans l'accord de paix.

"d) Israël convient qu'en plus de la définition de frontières convenues, sûres et reconnues, d'autres arrangements visant à assurer la sécurité pourraient être négociés.

"e) Israël accepte que les conditions du retrait sur les frontières négociées et convenues soient énoncées dans le traité de paix.

"f) La question de Charm El-Cheikh sera prise en considération dans les négociations de paix comme indiqué à l'alinéa c ci-dessus. Conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, la liberté de navigation sur toutes les voies d'eau internationales, telles que le canal de Suez et le détroit de Tiran, pour tous les navires et pour toutes les cargaisons, y compris ceux d'Israël, sera prévue par l'accord de paix⁹."

209. Compte tenu du mémorandum, il semble à ma délégation qu'il existe des terrains essentiels d'accord qui pourraient aider les parties à surmonter rapidement les obstacles qui empêchent la conclusion d'un accord de paix à une date rapprochée. Le Sous-Comité des Quatre a tiré une conclusion semblable, à savoir que les positions respectives des parties n'empêchaient pas qu'il existât de

⁸ *Ibid.*, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1971, document S/10443.

⁹ *Ibid.*, document S/10438.

considérables divergences d'opinions; ces positions respectives ont été dûment communiquées aux autorités égyptiennes, le 23 novembre 1971, et aux autorités israéliennes, le 24 novembre 1971, par les chefs d'Etat du Sénégal et du Nigéria et par les Ministres des affaires étrangères du Zaïre et du Cameroun.

210. Il semble à ma délégation que les réponses données par les deux parties à ces propositions ont eu l'effet positif de permettre à M. Jarring de reprendre la mission dont il a été chargé par la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité

“... afin d'... établir et [de] maintenir des rapports avec les Etats intéressés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté, conformément aux dispositions et aux principes de la présente résolution”.

211. Nous partageons sans réserve l'opinion exprimée par le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères d'Egypte, M. Riad, opinion selon laquelle la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité est devenue la pierre angulaire des efforts des Nations Unies pour établir une paix juste et durable au Moyen-Orient.

212. Il me semble que nous pouvons maintenant contribuer à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient en lançant un appel urgent aux parties intéressées pour les inviter à reprendre les négociations selon les termes de la résolution 242 (1967), sous les auspices de l'ambassadeur Jarring, et en priant M. Jarring, une fois de plus, de reprendre sa mission, dans l'intérêt de la paix et de la tranquillité au Moyen-Orient, et de la paix dans notre monde troublé.

La séance est levée à 23 h 55.